

CE QUE LES DONNÉES RENDENT POSSIBLE

TÉMOIGNAGES
SUR LE MILITANTISME
FÉMINISTE FONDÉ SUR LES DONNÉES,
TIRÉS DE « EQUAL MEASURES 2030 »

POURQUOI AVONS-NOUS RASSEMBLÉ CES TÉMOIGNAGES ?

Sur trois continents, les partenaires d'Equal Measures ont passé près d'une décennie à transformer les données sur l'égalité des genres en changements concrets. Ils ont influencé les budgets des comtés au Kenya, repensé l'aménagement du territoire au niveau municipal en Colombie, garanti l'accès aux services pour les femmes au Guatemala, renforcé les mécanismes nationaux de responsabilisation en Indonésie et fait entendre la voix des femmes africaines dans le cadre du processus « Pékin+30 ». Ces huit études de cas permettent de comprendre comment ce changement s'opère.

L'impact d'un plaidoyer se concrétise rarement au cours d'un seul cycle de projet ou d'une seule période de rapport. Il se développe au fil du temps grâce à des relations, à l'évolution des contextes politiques et à des opportunités qui peuvent surgir des années après une première formation, une première prise de contact ou un premier travail de recherche. Grâce à des partenariats durables et à un dialogue régulier, nous avons pu suivre le parcours plus large de plaidoyer fondé sur les données des membres de notre coalition, y compris les avancées et les revers qu'ils ont connus en cours de route. Alors que nous lançons notre stratégie 2026-2030, nous estimons que le moment est venu de documenter et de partager plus largement ces parcours.

En regardant au-delà des subventions et des périodes de rapport, nous avons pu poser des questions auxquelles il est souvent difficile de répondre dans le cadre des processus traditionnels de suivi et d'évaluation. Comment une formation au plaidoyer fondé sur les données dispensée au Guatemala a-t-elle contribué, des années plus tard, à préserver le financement des services destinés aux survivantes ? Qu'a permis de réaliser l'indice de genre des ODD dans le comté de Kitui ? Comment les treize consultations sous-régionales de FEMNET ont-elles renforcé l'engagement du Groupe africain dans l'examen de Pékin+30 ? Les réponses se trouvent rarement dans un seul rapport. Nous les avons trouvées en passant en revue des années de travail et en écoutant les organisations qui les ont menées.

Au fil de l'examen de ces témoignages, plusieurs thèmes sont revenus sans cesse. L'indice de genre des ODD a fourni aux membres de la coalition une base factuelle commune et crédible, mais son influence dépendait de ce qui s'est passé ensuite : la manière dont les organisations ont interprété les données, les ont mises en relation avec les réalités vécues et les ont utilisées dans le cadre de relations de confiance. Nous avons appris que les données ne créent pas le changement à elles seules. Elles deviennent influentes lorsque des preuves crédibles rencontrent des défenseurs expérimentés, les savoirs communautaires et des opportunités d'action.

Au Guatemala, par exemple, ASOGEN a combiné les données de l'Indice avec ses propres données sur la violence à l'égard des femmes afin de plaider avec succès en faveur du maintien du financement public des services destinés aux survivantes. En Indonésie, KAPAL Perempuan a intégré l'Indice dans les processus nationaux relatifs aux ODD et dans les supports de formation du gouvernement. En Colombie, La Ruta Pacífica a utilisé des données sur le genre pour suivre la mise en œuvre de 130 engagements relatifs aux droits des femmes et à l'égalité des genres dans le cadre de l'accord de paix de 2016, tandis que le CLADEM a combiné les conclusions de l'Index avec des décennies d'analyse juridique féministe et de plaidoyer à travers l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans des contextes très différents, il est devenu plus difficile pour les institutions d'ignorer les inégalités entre les genres lorsque les organisations féministes ont pu démontrer où les engagements faisaient défaut et fournir des preuves de ce à quoi ressemblaient, dans la pratique, les progrès ou l'absence de progrès.

Dans tous les cas, les données ont contribué à faire évoluer les discussions, passant des promesses et des engagements à des progrès et des résultats mesurables.

Nous avons également observé des organisations transformer leur manière de travailler avec les données. L'approche de plaidoyer fondé sur les données d'Equal Measures a aidé les membres de la coalition à identifier, analyser, communiquer et utiliser les preuves de manière plus stratégique. Elle leur a permis de combiner des

données quantitatives avec les réalités que les femmes documentaient au sein de leurs communautés et d'utiliser ces preuves plus efficacement auprès des décideurs.

Notre enquête de 2025 menée auprès de 468 défenseurs de l'égalité des genres confirme ce constat : 66 % ont déclaré que les données avaient contribué à placer l'égalité des genres au cœur des agendas politiques, et 63 % ont indiqué qu'elles avaient incité les décideurs politiques à prendre leurs revendications plus au sérieux.

De nombreux membres de la coalition ont ensuite formé des centaines de défenseurs par le biais de leurs propres réseaux, créant ainsi des effets multiplicateurs qui ont étendu la portée du plaidoyer fondé sur les données bien au-delà d'une seule organisation. D'autres ont adapté le programme de formation à l'intention des universités, des groupes communautaires, des journalistes et des institutions publiques. GROOTS Kenya a aidé des femmes issues de la base à collecter des données au niveau communautaire et à les intégrer directement dans les processus de planification des comités. Les réseaux « Sekolah Perempuan » de KAPAL ont généré des données factuelles au niveau des villages là où les statistiques officielles faisaient défaut. Au Sénégal, le Réseau Siggil Jigéen a traduit l'Indice en une fiche d'information nationale et l'a utilisé dans des campagnes de plaidoyer menées dans les langues locales. Ces outils ont été diffusés parce que les membres de la coalition les ont adaptés à leurs propres contextes et se les sont appropriés.

Les relations tissées autour des données ont joué un rôle tout aussi important. Au fil du temps, plusieurs membres de la coalition sont devenus des sources fiables de données et d'analyses pour les institutions gouvernementales, les offices nationaux de statistique et les acteurs du secteur judiciaire. GROOTS Kenya a contribué aux processus nationaux de statistiques sur le genre. KAPAL a développé des partenariats durables avec des ministères indonésiens et le Secrétariat des ODD.

ASOGEN a intégré les conclusions de l'Index dans son travail auprès des procureurs et des juges, et lors du lancement national de l'Index en 2024, l'Office national des statistiques du Guatemala s'est publiquement engagé à collaborer avec des organisations telles qu'ASOGEN pour renforcer l'utilisation des données de genre dans les politiques publiques.

À travers ces récits, une voie claire se dessine : les données renforcent la crédibilité, la crédibilité génère de l'influence, et l'influence ouvre la voie à des changements durables des politiques et des systèmes.

Ces relations ont souvent mis des années à se construire, et elles ont résisté aux élections, aux changements de direction et aux périodes où l'espace civique est devenu plus difficile à naviguer.

Pourtant, rien de tout cela ne s'est produit grâce aux seules données. Les membres de la coalition ont souligné à maintes reprises l'importance de tirer des enseignements de leurs pairs confrontés à des défis similaires dans d'autres régions, d'accéder aux espaces politiques régionaux et mondiaux, et de bénéficier d'un financement flexible leur permettant de réagir lorsque les contextes politiques évoluaient ou que des opportunités de plaidoyer se présentaient.

Equal Measures a fourni l'indice de genre des ODD, le programme de formation « Data-Driven Advocacy », un financement, un soutien technique et des réseaux au sein de la coalition. Les membres de la coalition ont apporté des décennies d'expérience en matière d'organisation féministe, des relations communautaires solides, une expertise locale et un engagement en faveur de la responsabilité. L'impact documenté dans ces récits est le fruit de la combinaison de ces ressources au fil du temps.

Chaque étude de cas peut être lue indépendamment, car elle s'appuie sur une organisation, un contexte politique et un parcours de plaidoyer distincts. Ensemble, cependant, elles racontent une histoire plus large sur la manière dont le changement s'opère : comment une formation évolue vers une nouvelle approche du plaidoyer, comment des données issues des communautés parviennent aux institutions gouvernementales, comment des relations construites au fil des années ouvrent la voie à des réformes politiques, et comment des opportunités partagées au sein d'une coalition peuvent avoir une portée bien plus grande que ce que quiconque avait initialement imaginé.

Après près d'une décennie, la question la plus importante n'est plus de savoir si les données ont une importance pour l'égalité des genres. Les preuves montrent clairement que c'est le cas. La question la plus importante est de savoir comment construire les relations, les capacités et les mouvements qui permettent aux données probantes de se transformer en influence, et à l'influence de se transformer en pouvoir. Ces récits suggèrent qu'un changement durable ne naît pas des données simplement parce qu'elles existent. Le changement se produit lorsque les personnes disposent des compétences, des ressources et des opportunités nécessaires pour utiliser les données probantes afin de remettre en cause les inégalités et de rééquilibrer le rapport de force.

Nous sommes profondément reconnaissants envers tous les partenaires qui nous ont fait part de leurs expériences, de leurs réflexions et des enseignements qu'ils en ont tirés, ainsi qu'aux femmes et aux défenseurs dont le travail est au cœur de ces récits. Nous espérons que ce recueil rendra hommage à leur leadership et contribuera à une meilleure compréhension de la manière dont les données peuvent soutenir des mouvements plus efficaces et plus responsables en faveur de l'égalité des genres.

REMERCIEMENTS

Cette publication a été imaginée et élaborée par Aminah Jasho pour Equal Measures 2030, et mise en page par Esme Abbott. Les études de cas ont été révisées par Alison Holder, Julisa Tambunan, Tity Agbahey, Cecilia García, Albert Motivans, Aarushi Khanna et Coretta Jonah.

Nous exprimons notre profonde gratitude aux membres de notre coalition qui œuvrent au sein et aux côtés des mouvements féministes. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers toutes les personnes qui ont généreusement partagé avec nous leurs expériences, leurs points de vue, leurs données et leurs réflexions. C'est grâce à leur travail, à leurs connaissances et à leur engagement que ces témoignages ont pu voir le jour. La responsabilité de l'élaboration, de l'interprétation et de la présentation finale de cette publication incombe à Equal Measures 2030.

Les traductions sont réalisées par l'équipe d'Equal Measures 2030, avec le soutien de DeepL, un outil de traduction assisté par l'intelligence artificielle. Bien que les traductions soient relues par notre équipe, des erreurs ou des nuances peuvent subsister. Nous sommes ouverts à toute correction et remercions nos lecteurs de leur compréhension.



ASOGEN, Asociación Generando Equidad, Liderazgo y Oportunidades



ASOGEN est une organisation féministe de défense des droits humains au Guatemala qui œuvre en faveur de l'égalité des genres par le biais de services centrés sur les survivantes, d'une réforme de la justice et d'un plaidoyer fondé sur des données.

Fondée en 2008, elle reste la seule organisation à offrir une prise en charge complète aux victimes de violences dans le département de Chimaltenango, en proposant une représentation juridique, un accompagnement psychosocial et médical, un hébergement et des formations à l'autonomie économique à plus de 500 femmes chaque année.

ASOGEN a rejoint Equal Measures 2030 en 2020, devenant ainsi le dernier membre en date à intégrer le réseau. Ce partenariat a débuté pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a nécessité une intégration et une formation entièrement virtuelles. Malgré cela, ASOGEN s'est rapidement engagée à intégrer l'indice de genre des ODD d'Equal Measures dans son travail de plaidoyer, son engagement auprès du secteur judiciaire et son action en matière de politiques nationales, en utilisant les données comme éléments de documentation et comme levier de négociation.

500+

formations dispensées
aux femmes chaque
année

95%

Taux de condamnation
dans les affaires jugées

100+

militants locaux formés au plaidoyer fondé sur les
données, avec l'indice de genre des ODD intégré à
la formation des procureurs et des juges

De l'accompagnement individuel à la responsabilisation nationale

Le Guatemala continue d'enregistrer des niveaux élevés de violence féminicide par rapport à la région. [Selon l'analyse régionale de la CEPALC pour 2024](#), le pays a enregistré un taux de féminicide de 1,9 cas pour 100 000 femmes, l'un des plus élevés d'Amérique latine. Le travail de l'ASOGEN répond directement à ce contexte à travers le soutien aux survivantes, le plaidoyer en faveur de la justice et les efforts visant à garantir la responsabilité des institutions.



« Ce qui nous anime et nous inspire, c'est la poursuite de cette utopie qui se profile à l'horizon, une vie sans violence pour chaque femme et chaque fille. Nous voulons faire de cette utopie une réalité visible et tangible. » -Alva Gordillo Aguirre, directrice adjointe de l'ASOGEN

À Chimaltenango, le travail de l'ASOGEN revêt un caractère profondément personnel. Les femmes arrivent avec peu d'options et repartent avec un accompagnement juridique, un plan de sécurité et, de plus en plus souvent, la certitude que leur affaire sera entendue. Le taux de condamnation de 95 % enregistré par l'ASOGEN dans les affaires qu'elle plaide au nom des survivantes envoie un signal clair aux auteurs de ces violences : l'impunité n'est plus garantie. Mais le modèle de l'ASOGEN repose depuis toujours sur une conviction claire : l'action locale et la transformation nationale ne sont pas des stratégies distinctes. Chaque dossier de survivante génère des données. Chaque donnée alimente le travail de plaidoyer. Chaque victoire remportée dans le cadre de ce plaidoyer change la donne pour la prochaine survivante.



« Tout est lié. Nous ne pouvons pas agir au niveau individuel et local sans agir également au niveau national. » - Alva Gordillo Aguirre, directrice adjointe de l'ASOGEN

This connection between local action and national change was visible on 8 March 2024, when ASOGEN organized a march from the juvenile court to the National Civil Police commissioner, where they presented a petition.

L'EFFET DE COALITION

Le partenariat avec Equal Measures a renforcé la stratégie d'ASOGEN. Comme l'a souligné Cecilia García, responsable régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Equal Measures 2030 : « Depuis qu'ils ont rejoint la coalition, ils se sont véritablement engagés à mettre en avant ces outils et à les intégrer à leur travail. »

→ **Budget national alloué aux services d'aide aux survivantes.** En s'appuyant sur les données de l'indice de genre des ODD et sur les éléments issus de ses propres dossiers, l'organisation a négocié avec succès avec le ministère de l'Intérieur afin d'obtenir le maintien du financement public du réseau CAIMUS, le système national de centres de prise en charge globale destinés aux femmes victimes de violences. En décembre 2021, le gouvernement a alloué de nouvelles ressources budgétaires pour garantir la poursuite du fonctionnement des centres CAIMUS à l'échelle nationale.

→ **Intégration des données de genre dans le secteur judiciaire.** Les conclusions de l'indice de genre des ODD sont désormais intégrées dans les programmes de formation destinés aux procureurs et aux juges de Chimaltenango et de Sacatepéquez. L'ASOGEN anime la table ronde locale sur la sécurité et la justice, qui rassemble les acteurs du secteur judiciaire afin d'améliorer la coordination de la réponse à la violence sexiste. Cela a permis d'améliorer la coordination entre les institutions judiciaires grâce à ces tables rondes sur la sécurité et la justice. Il s'agit là d'un résultat direct de la crédibilité dont jouit désormais l'ASOGEN en tant que source fiable de données de genre dans la région.

→ **Renforcement du suivi des violences sexuelles en milieu scolaire.** L'engagement de l'ASOGEN auprès du Congrès, fondé sur des données, a permis d'améliorer le suivi des cas de violences sexuelles en milieu scolaire. Il s'agit de l'une des formes de violence les moins signalées et les moins prises en compte au Guatemala.

→ **Plus de 100 défenseurs formés au plaidoyer fondé sur les données.** Grâce au programme DDA d'Equal Measures 2030, l'ASOGEN a formé plus de 100 défenseurs locaux de l'égalité des genres à la recherche, à l'analyse et à l'utilisation des données dans le cadre de leur travail. Ces défenseurs interviennent dans les secteurs de la justice, de la santé et des communautés — chacun apportant de nouvelles compétences dans des domaines que l'ASOGEN ne peut atteindre seule. Le programme DDA a permis de développer des compétences mesurables en matière d'utilisation des données au sein de l'équipe d'ASOGEN et du réseau plus large de militants qu'elle forme, la confiance dans l'utilisation des données ayant fortement augmenté après la formation.

→ **Lancement national de l'indice de genre des ODD 2024.** L'ASOGEN a coordonné le lancement national de l'indice de genre des ODD 2024 au Guatemala, réunissant des représentants des institutions gouvernementales, de la société civile, du pouvoir judiciaire, de la police et de l'Office national des statistiques. Cet événement a constitué un espace de dialogue essentiel sur les inégalités entre les genres, la responsabilité institutionnelle et le rôle des organisations féministes dans la promotion des politiques publiques.

Les représentants du gouvernement ont publiquement reconnu à la fois la valeur de la collaboration avec la société civile et la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles en matière de données et d'analyses de genre. Evelyn Ovalle, de l'Institut national de la statistique (INE), a réaffirmé l'engagement de son institution à « travailler main dans la main avec des organisations telles que l'ASOGEN » et a souligné l'importance des indicateurs de genre, notamment les données sur l'emploi du temps des femmes, pour l'élaboration de politiques de soins et d'une planification plus large tenant compte des questions de genre.

Des représentants de la Police civile nationale ont également reconnu le rôle joué par les organisations féministes dans la promotion de l'équité et de la visibilité concernant la violence à l'égard des femmes. Comme l'a souligné Dulran Pérez lors du lancement : « Grâce à ces outils, nous pouvons donner de la visibilité à ces questions et apporter nos contributions respectives. »

Cet événement a reflété une évolution plus large vers la reconnaissance des données de genre non seulement comme un outil de plaidoyer, mais aussi comme un élément contribuant au renforcement de la planification institutionnelle, de la responsabilité et de l'accès à la justice. Il a également démontré la légitimité croissante des acteurs féministes de la société civile, tels que l'ASOGEN, au sein des écosystèmes nationaux en matière de politiques et de données.

LE PARCOURS

Avant de rejoindre Equal Measures 2030, l'ASOGEN menait déjà un plaidoyer national sur les politiques relatives au féminicide et à la violence sexiste. L'organisation travaillait déjà aux côtés du ministère de l'Intérieur, de la police et du pouvoir judiciaire pour contribuer à la création, en 2017, du tribunal spécialisé contre le féminicide à Chimaltenango. Une étape décisive vers la réduction de la victimisation secondaire des survivantes au sein du système judiciaire.

Le partenariat avec Equal Measures 2030 a apporté un outil et un cadre : l'indice de genre des ODD. En replaçant les taux de féminicides et de violences sexistes au Guatemala dans le contexte des structures mondiales de responsabilisation liées aux ODD, l'ASOGEN a pu recadrer le débat avec les acteurs gouvernementaux. La violence à l'égard des femmes n'était plus seulement un argument moral. Il s'agissait d'un échec mesurable en matière de développement — un échec que le Guatemala s'était engagé à corriger.

STATISTIQUES

Le Guatemala se classe très bas dans l'indice de genre des ODD tant pour 2022 que pour 2024, avec un score de **57,2 sur 100**, ce qui le place au **95^e rang sur 139 pays** dans le monde et au **18^e rang sur 20** en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le pays est classé « très faible » depuis 2015, et la tendance évolue dans la mauvaise direction. Son score a en effet baissé entre 2019 et 2022, passant de **59,4 à 57,2**.

La représentation des femmes au sein du gouvernement, l'accès au logement et la participation parlementaire restent parmi les indicateurs les plus faibles du pays. Au vu des tendances actuelles, le Guatemala devrait progresser de plus de cinq points par an pour atteindre l'égalité entre les genres d'ici 2030.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'ASOGEN. Chaque avancée politique, chaque condamnation, chaque budget obtenu s'inscrit dans ce contexte.

Consultez le profil du pays pour [Guatemala](#)



Grâce à la formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) dispensée par Equal Measures 2030, l'équipe d'ASOGEN et les défenseurs avec lesquels elle travaille ont acquis de nouvelles compétences pour identifier, interpréter et communiquer des données factuelles. Les résultats d'une enquête menée ont montré que la proportion de participants se sentant confiants ou très confiants dans l'utilisation des données est passée de 19 à 77 après la formation, tandis que ceux qui ne savaient pas comment utiliser les données sont passés de 73 à seulement 1.

L'ASOGEN a également participé au programme de bourses de journalisme de données 2023 d'Equal Measures, dans le cadre duquel la directrice générale, Danessa Luna, a enquêté sur les difficultés rencontrées par les femmes victimes de violences pour accéder à la justice. Son analyse a révélé une tendance au rejet des plaintes, en particulier dans les affaires de violences sexuelles et de féminicides, motivée par des critères discrétionnaires.



« Documenter le déni de justice nous donne une idée de l'impact négatif qui pèse sur la vie des femmes, ainsi que des données statistiques convaincantes pour mener notre plaidoyer. »

- Danessa Luna, directrice générale de l'ASOGEN



→ **Plaidoyer et visibilité à l'échelle mondiale.** L'indice de genre des ODD a fourni un cadre reconnu à l'échelle mondiale qui a conféré à l'ASOGEN une crédibilité dans ses échanges avec les institutions gouvernementales. De plus, Equal Measures offre une visibilité internationale qui fait également office de protection. Les partenaires ont indiqué qu'ils se sentaient « en quelque sorte protégés » lorsque Equal Measures mettait en avant leur travail. Une forme de solidarité qui va au-delà du soutien technique

→ **Un financement flexible.** Les subventions secondaires d'Equal Measures 2030 ont assuré un financement durable pour le plaidoyer contre le mariage des enfants et les violences sexuelles, y compris pendant les perturbations liées à la COVID-19. La collaboration avec d'autres membres de la coalition Equal Measures a renforcé les stratégies communes autour d'un plaidoyer féministe fondé sur les données

Maintenir l'impact dans un espace civique restreint et dangereux

L'ASOGEN opère dans un environnement politique complexe où l'espace civique réservé aux organisations féministes et de défense des droits humains a connu d'importantes fluctuations ces dernières années. Les périodes antérieures d'hostilité du gouvernement envers les acteurs de la lutte contre la corruption et les militants féministes ont créé de graves risques et contraintes pour les organisations de la société civile œuvrant en faveur de la justice de genre et de la responsabilisation. Bien que le contexte politique du Guatemala ait évolué suite à l'élection du président Bernardo Arévalo, des organisations comme ASOGEN continuent de faire face à des conditions institutionnelles inégales et à des inégalités de genre persistantes, notamment en matière de violences sexistes et d'accès à la justice. Malgré cela, ASOGEN a maintenu ses services, ses relations avec le secteur judiciaire et son plaidoyer fondé sur les données tout au long de cette période. Pendant la pandémie de COVID-19, alors que les décrets présidentiels avaient mis le pays à l'arrêt, l'ASOGEN a continué à soutenir les victimes en distribuant des produits d'hygiène et de la nourriture à domicile, en transférant ses services en ligne et en élargissant son champ d'action malgré les restrictions.

PERSPECTIVES D'AVENIR

À l'avenir, ASOGEN s'attachera à consolider et à institutionnaliser les acquis déjà obtenus, tout en renforçant la prévention parallèlement à l'intervention. Parmi les priorités futures figurent le suivi continu des budgets consacrés à la violence sexiste et du financement du programme CAIMUS, le renforcement des cadres de prévention, l'approfondissement de la formation du secteur judiciaire sur la responsabilisation alignée sur les ODD, et l'élargissement des alliances au sein de la société civile, du monde universitaire, des médias et des institutions publiques.

Dans un pays où les progrès en matière de droits des femmes sont activement menacés par des forces politiques conservatrices, le modèle d'ASOGEN — qui associe des services centrés sur les survivantes, un plaidoyer fondé sur des données et une réforme du système judiciaire — démontre ce qu'une organisation féministe durable et ancrée dans la société peut accomplir.



En savoir plus sur le travail de l'ASOGEN :

CLADEM - Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de las Mujeres



Le CLADEM est l'un des réseaux juridiques féministes les plus anciens et les plus respectés de la région. Fondé en 1987, il intervient dans 15 pays à travers un réseau d'environ 200 organisations de femmes, rassemblant des juristes, des chercheuses et des militantes autour d'une méthodologie commune : utiliser le droit, les données et les mécanismes internationaux de responsabilisation pour faire progresser les droits des femmes et demander des comptes aux gouvernements.

L'une des caractéristiques déterminantes du travail du CLADEM réside dans sa capacité à allier une perspective régionale à une adaptation nationale permanente. Les initiatives régionales sont élaborées et mises en œuvre en étroite coordination avec les organisations membres et les instances nationales de coordination, ce qui garantit que les stratégies répondent aux réalités juridiques, institutionnelles, culturelles et sociales spécifiques de chaque pays.

Cette approche repose sur l'analyse comparative et l'apprentissage continu. Le CLADEM s'appuie sur la législation nationale, la jurisprudence, l'analyse des politiques publiques, la recherche et les consultations avec les acteurs locaux pour identifier les priorités et adapter les méthodologies, les supports de formation, les stratégies de plaidoyer et les outils de suivi aux différents contextes. L'échange continu d'expériences au sein du réseau renforce l'apprentissage collectif et permet d'apporter des réponses innovantes aux défis communs.

La collaboration est au cœur du modèle du CLADEM. Au fil des ans, le réseau a tissé des liens avec des universités, des centres de recherche, des institutions publiques, des organismes nationaux de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile spécialisées dans toute la région. Cette combinaison de connaissances techniques spécialisées, de présence nationale, de mise en réseau et d'une approche fondée sur les droits de l'homme a permis au CLADEM de développer des initiatives à la fois ancrées au niveau régional et adaptées au contexte local, contribuant ainsi à l'égalité de fond en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le CLADEM a rejoint Equal Measures 2030 en 2019 en tant que l'un des trois partenaires régionaux — aux côtés de FEMNET (Afrique) et d'ARROW (Asie-Pacifique) —, ce qui en fait un pilier central de l'architecture mondiale d'Equal Measures 2030 en Amérique latine. Ce partenariat a permis d'associer l'expertise juridique et militante du CLADEM à la puissance analytique de l'indice de genre des ODD, et de relier les outils de données d'Equal Measures 2030 à des décennies d'action féministe de terrain sur les grossesses forcées, les féminicides, les violences sexuelles et les lois discriminatoires.

15
fiches

14 fiches pays + 1 fiche régionale élaborées à partir des données d'Equal Measures

12
pays

2 formations phares sur la grossesse forcée chez les adolescentes et le féminicide, touchant des militants dans plus de 12 pays

9
rapports

Rapports parallèles soumis pour 9 pays au mécanisme de la Convention de Belém do Pará

100%
d'amélioration de la préparation

des participants à la formation ont déclaré avoir acquis de nouvelles compétences et être mieux préparés à utiliser les données dans le cadre du plaidoyer auprès des pouvoirs publics

LE PARCOURS

Quand le droit rencontre les données : construire un dossier probatoire en faveur des droits des femmes



Le CLADEM a toujours opéré à la croisée du droit et du militantisme. Sa méthodologie fondamentale – litiges stratégiques, suivi des traités, rapports parallèles et mobilisation régionale – repose sur le principe selon lequel les gouvernements doivent être tenus de respecter les normes auxquelles ils ont souscrit. Le partenariat avec Equal Measures a apporté une dimension quantitative rigoureuse : la capacité de montrer, à l'aide de données fiables au niveau international, dans quelle mesure les gouvernements ne respectaient pas leurs engagements.

Avant Equal Measures, les arguments avancés par le CLADEM sur des questions telles que les grossesses forcées chez les adolescentes s'appuyaient largement sur des preuves qualitatives : cas documentés, témoignages de survivantes et analyses juridiques. Des éléments puissants, mais susceptibles d'être rejetés. Les responsables gouvernementaux pouvaient prétendre que ces cas étaient exceptionnels, ou que les données ne confirmaient pas l'ampleur du problème. L'indice de genre des ODD a changé la donne.

« Si les données peuvent renforcer les efforts de plaidoyer de la société civile et l'aider à demander des comptes à ses gouvernements, alors elles deviennent un outil pour parvenir à l'égalité. C'est là que se rejoignent les parcours du CLADEM et d'Equal Measures 2030. » - CLADEM

Les résultats de ce partenariat

Le CLADEM s'est associé à Equal Measures fort de plus de trois décennies d'expertise juridique féministe et d'un réseau régional que peu d'organisations dans le monde pouvaient égaler. Equal Measures a apporté une amplification et une extension de cette action : une crédibilité quantitative aux arguments déjà avancés par le CLADEM, ainsi qu'un accès à des espaces de données où le CLADEM était jusqu'alors peu présent.

« Si les données n'incluent pas les filles et les femmes, elles reproduisent alors les inégalités. Si les données ne prennent pas en compte les différentes régions, elles reproduisent également les inégalités. En tant que CLADEM, nous nous associons à Equal Measures 2030 car nous sommes convaincus que les données sont indispensables pour renforcer la responsabilité et mettre en lumière les inégalités et les réalités auxquelles sont confrontées les filles et les femmes »
- CLADEM

S'appuyant sur sa campagne de longue date contre les grossesses forcées, la collaboration du CLADEM avec Equal Measures lui a permis de combiner son approche traditionnelle, axée sur des cas spécifiques documentés, avec des données quantitatives plus larges montrant une augmentation des naissances chez les 10-14 ans ces dernières années dans toute la région. Les données de l'indice et Mira que te Miro — un outil régional de suivi des engagements en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs — ont été combinées pour produire 14 fiches d'information nationales et une fiche d'information régionale, traduites en espagnol pour servir d'outils de plaidoyer et diffusées à travers l'ensemble du réseau du CLADEM. Ces fiches d'information ont atteint des milliers de parties prenantes par le biais de webinaires, de dialogues virtuels, d'événements régionaux, d'articles d'opinion et d'actions auprès des médias, et ont été utilisées pour influencer des forums régionaux clés, notamment la Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes de 2020, la 65e session de la Commission de la condition de la femme (CSW65), le Forum « Génération Égalité » et le Forum sur le développement durable pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

En 2021, cette intégration des données s'est affinée. Le CLADEM a commencé à utiliser systématiquement l'Indice pour identifier les lacunes en matière de données sur ses thèmes centraux : les grossesses forcées chez les enfants et les adolescentes, les féminicides, les violences sexuelles et les lois discriminatoires. Au Brésil, le CLADEM a documenté l'impact sexospécifique des lois sur l'« aliénation parentale » — une construction juridique que le CLADEM et d'autres considèrent comme un outil patriarcal visant à discréditer le témoignage des femmes dans les litiges relatifs à la garde des enfants — en collaboration avec des universitaires, des organisations de la société civile et des groupes de mères.

Leurs conclusions ont servi de base à un Amicus Curiae déposé pour contester ces lois. Les arguments juridiques ont été repris par la juge Rosa Weber, vice-présidente de la Cour suprême fédérale, lorsqu'elle a présenté une requête formelle d'inconstitutionnalité. En Bolivie, le CLADEM a compilé des données pour étayer des rapports parallèles destinés aux instances internationales des droits de l'homme et a animé un atelier avec les autorités municipales de La Paz afin de plaider en faveur de meilleurs services pour les survivantes de violences sexistes et d'un accès à l'avortement sûr et légal. Au Mexique, le CLADEM a mis en évidence des lacunes majeures dans les données officielles sur la violence à l'égard des femmes et la sous-déclaration des féminicides, des constatations relayées par les médias locaux, renforçant ainsi les appels à la responsabilisation et à la mise en place de meilleurs systèmes nationaux de données. La dynamique observée au Brésil, en Bolivie et au Mexique reflète l'approche cohérente du CLADEM : identifier les lacunes dans les données, les nommer, les relier aux engagements internationaux et s'en servir pour susciter une réponse politique.

Les formations diplômantes ont constitué l'un des principaux vecteurs d'impact régional du CLADEM. Deux programmes phares, l'un consacré aux grossesses et à la maternité forcées chez les adolescentes, l'autre au féminicide et aux violences sexuelles, ont intégré les outils de données d'Equal Measures 2030 à l'infrastructure d'éducation juridique féministe déjà établie par le CLADEM. Ces ateliers prenaient la forme de formations structurées en plusieurs sessions, destinées aux militantes féministes, aux professionnelles du droit, aux responsables des systèmes de santé et aux fonctionnaires du secteur judiciaire de toute la région.

L'intégration de la méthodologie d'Equal Measures 2030 dans ces formations a permis d'ancrer le plaidoyer fondé sur les données dans une architecture régionale d'apprentissage bien établie. Les évaluations post-formation ont révélé que 100 % des participants ont déclaré avoir acquis de nouvelles compétences et se sentir mieux armés pour utiliser les données afin d'influencer l'action des pouvoirs publics en matière d'égalité des genres.

Ce partenariat a également donné naissance à l'un des produits phares d'Equal Measures 2030. Le rapport « Bending the Curve », analyse réalisée par Equal Measures 2030 sur les mesures nécessaires pour accélérer les progrès en matière d'égalité des genres à l'échelle mondiale, s'est directement appuyé sur l'expertise régionale du CLADEM. Il s'agissait de l'un des premiers exemples où Equal Measures a utilisé les connaissances d'un partenaire de la coalition pour contextualiser des données mondiales à l'aide d'exemples nationaux spécifiques à la région, établissant ainsi un modèle pour la manière dont Equal Measures et ses membres continueraient à travailler : la rencontre entre les données quantitatives mondiales et l'expérience vécue ainsi que l'expertise juridique au niveau régional.

L'ancienne coordinatrice régionale du CLADEM, Milena Páramo Bernal, a été sélectionnée comme boursière 2023 du programme de journalisme de données d'Equal Measures. Elle a mené des recherches sur l'évolution des grossesses chez les filles âgées de 10 à 14 ans entre 2008 et 2017, produisant ainsi un journalisme fondé sur les données qui a mis en lumière un problème encore mal compris et sous-médiatisé dans toute la région.

[Read more here](#)



Poursuivre le plaidoyer lorsque le vent politique tourne

Le CLADEM intervient dans une région où le mouvement anti-genre est bien organisé et bien financé, et où les gouvernements ont activement cherché à faire reculer les acquis durement obtenus en matière de droits sexuels et reproductifs, de lutte contre les violences sexistes et de protections juridiques pour les femmes et les jeunes filles. Le Brésil sous l'administration Bolsonaro, les batailles incessantes en Argentine autour du droit à l'avortement, la propagation de la législation sur l'« aliénation parentale » comme stratégie juridique visant à réduire les femmes au silence : le CLADEM a dû faire face à tout cela.

Les données ont joué un rôle clé dans cette défense. Lorsque les gouvernements nient l'ampleur des grossesses forcées chez les adolescentes, le CLADEM peut s'appuyer sur les données de l'Index pour mettre en évidence les tendances régionales. Lorsqu'un gouvernement affirme que ses lois sont conformes aux normes internationales, les rapports parallèles du CLADEM adressés au mécanisme de Belém do Pará peuvent démontrer le contraire, en s'appuyant à la fois sur des données nationales et des références internationales. Le partenariat avec Equal Measures n'a pas créé la résilience du CLADEM — mais il a donné à cette résilience un avantage probatoire plus marqué.

La COVID-19 a mis cette résilience à l'épreuve. Le CLADEM a rapidement basculé toutes ses activités vers des formats virtuels, a maintenu la collaboration régionale malgré les confinements et a utilisé les données liées à la pandémie pour mettre en évidence les impacts de la crise selon le genre — influençant ainsi les discours médiatiques et les priorités de plaidoyer à un moment où l'attention du public était massivement tournée vers d'autres sujets.

PERSPECTIVES

Les données sur les féminicides constituent l'un des domaines où les lacunes restent les plus criantes — et où le coût de ces lacunes se mesure en vies humaines. Le CLADEM milite depuis des années en faveur d'une amélioration des données et du suivi régionaux, notamment par le biais de la réunion stratégique régionale de 2023 sur l'aliénation parentale, co-organisée avec Equality Now et la Campagne mondiale pour l'égalité en droit de la famille à Rio de Janeiro, ainsi que par un engagement continu auprès des réseaux juridiques féministes sur les normes de preuve en matière de violence de genre. L'ouvrage du CLADEM intitulé « Alienación Parental : una nueva forma de violencia de género contra mujeres y niñas en América Latina y el Caribe » présente explicitement la lutte contre le recul juridique comme un problème de données : rendre visible l'invisible, mettre en lumière des schémas que les gouvernements préféreraient nier.



« L'Index nous alerte sur ce qui manque dans chaque pays, tant en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans le monde entier.

Ce qui manque à la région, c'est une combinaison de volonté politique, de ressources et de justice distributive. Nous ne pouvons pas attendre des siècles pour changer les structures d'inégalité, y compris celles liées au genre. »

— CLADEM lors du lancement pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Indice de genre des ODD 2024, Forum mondial des données des Nations unies, Medellín, novembre 2024

Le CLADEM participe également pleinement à la définition de l'après-2030. En tant que membre de la nouvelle stratégie 2025-2030 d'Equal Measures, il contribue à définir ce à quoi ressemblera le plaidoyer féministe fondé sur les données lors de la prochaine phase — notamment la manière dont les agendas mondiaux tels que le Consensus de Montevideo et le Programme d'action de Pékin pourront faire l'objet d'un suivi aux niveaux régional et local. La Dre María Guadalupe Ramos Ponce, élue nouvelle coordinatrice régionale du CLADEM en août 2025, apporte plusieurs décennies d'expertise en matière de documentation des féminicides et de réforme juridique féministe. Elle a fondé l'Observatoire citoyen national des féminicides, rédigé des lois fondamentales sur la violence à l'égard des femmes au Mexique et a passé près de 40 ans à la croisée de la recherche et du militantisme. Son élection au poste de coordinatrice régionale marque la continuité de ce travail essentiel.

Le parcours du CLADEM, qui est passé d'un réseau juridique régional à un partenaire à part entière d'une architecture mondiale de données, façonnant à la fois les outils et la gouvernance de la responsabilisation féministe, reflète ce qu'il est possible de réaliser lorsque l'expertise du mouvement et la crédibilité des données se renforcent mutuellement.

Pour en savoir plus sur les activités du CLADEM :



cladem.org/



CLADEM



@clademregional



Le Réseau africain des femmes pour le développement et la communication (FEMNET), dont le siège se trouve à Nairobi et qui a été fondé en 1988, est l'un des réseaux féministes panafricains les plus établis et les plus influents d'Afrique, œuvrant à la promotion de l'égalité des genres et des droits des femmes. Avec plus de 800 organisations membres réparties dans 46 pays africains, FEMNET s'efforce depuis près de quatre décennies de mettre en relation les organisations africaines de défense des droits des femmes entre elles, avec leurs gouvernements, ainsi qu'avec les processus régionaux et mondiaux qui façonnent leur vie — de l'Union africaine et du Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD) à la Commission de la condition de la femme (CSW), le Forum politique de haut niveau (HLPF) et la Conférence des Parties (COP).

Sous la direction de sa directrice exécutive Memory Kachambwa, FEMNET est un partenaire régional fondateur de la coalition Equal Measures 2030 (EM2030) depuis ses débuts, représentant la voix de l'Afrique dans les travaux d'EM2030 en matière de gouvernance, de plaidoyer et de données sur l'égalité des genres. Le rôle de FEMNET est double : d'une part, celui d'un acteur de plaidoyer à l'échelle de l'Afrique utilisant l'indice de genre des ODD d'EM2030 dans les espaces politiques les plus influents du continent ; d'autre part, celui d'un acteur régional de renforcement des capacités soutenant ses partenaires nationaux à travers l'Afrique, notamment GROOTS Kenya et le Réseau Siggil Jigéen (RSJ) au Sénégal.

3136

militantes ayant participé
aux consultations
«Pékin+30»

704

militantes utilisant des
données dans le cadre de
leur plaidoyer en matière de
politiques et de budgets

967

femmes et filles déclarant
avoir davantage confiance
dans les données

202

organisations régionales de
femmes africaines mobilisant
les décideurs politiques à
l'aide de données

LE PARCOURS

De partenaire fondatrice à leader continental en matière de données sur l'égalité des genres

FEMNET a rejoint le partenariat EM2030 dès sa création, en tant que l'un des partenaires régionaux et mondiaux fondateurs de la coalition aux côtés d'ARROW, du CLADEM, de Data2X, de ONE Campaign, de Plan International, de la Fondation Tableau, de Women Deliver et de la Fondation Bill & Melinda Gates. Dès le départ, le rôle de FEMNET était bien défini : veiller à ce que l'indice de genre des ODD et les outils de données d'EM2030 trouvent leur place dans les instances politiques où se prennent les décisions relatives à l'égalité des genres en Afrique, et réagir lorsque ces instances ignoraient les réalités des femmes africaines.



« Sans données, les questions relatives aux femmes et aux filles ne seront pas prises en compte. »

- Memory Kachambwa, directrice exécutive de FEMNET



Cette conviction a guidé l'utilisation par FEMNET des outils d'EM2030 à chaque étape régionale majeure du partenariat. L'indice de genre des ODD 2019 a été cité à plusieurs reprises dans le rapport parallèle « Pékin+25 » des organisations africaines de défense des droits des femmes afin de mettre en évidence les meilleurs et les pires acteurs en matière d'égalité des genres en Afrique, et d'attirer l'attention du continent sur le déficit de données sur le genre lui-même, considéré comme un obstacle à l'égalité. Lors de la réunion des ministres des Affaires féminines du Commonwealth de 2019, FEMNET a présenté l'indice lors d'une table ronde de la société civile ; les données de l'indice ont ensuite été mentionnées dans la déclaration finale signée par environ 40 représentants de la société civile et ministres.

Pendant la pandémie de COVID-19, FEMNET a fait preuve du type de leadership féministe adaptatif qui incarne le mieux le partenariat EM2030. Quelques semaines seulement après le début de la pandémie, FEMNET a lancé la plateforme panafricaine des femmes contre la COVID-19 ainsi que trois campagnes continentales : #InclusiveLockdown, #DignifiedResponse et #JustRecoveryAfrica.

Ces campagnes ont positionné FEMNET comme l'une des premières organisations panafricaines de la société civile à mobiliser une large communauté féministe en ligne pendant la pandémie. Le modèle de partenariat flexible d'EM2030 a permis à FEMNET de réorienter ses ressources vers ce travail, garantissant ainsi que les réalités des femmes africaines restaient visibles dans les espaces régionaux et mondiaux de reddition de comptes sur les ODD, malgré les restrictions de déplacement et de connectivité.

Entre 2019 et 2022, FEMNET a dispensé le programme de formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) d'EM2030 à l'échelle continentale. Une formation régionale en présentiel organisée en février 2020 a permis de former 51 militantes issues de 12 pays africains avant que la COVID-19 n'impose le passage à un format virtuel. Les partenaires locaux ont ensuite diffusé cette formation à 444 femmes et filles supplémentaires — soit près du double de l'objectif initial du projet, fixé à 250. À la fin du projet, 967 femmes et filles ont déclaré avoir davantage confiance en leur capacité à utiliser les données pour le plaidoyer, et 704 militantes — dont 42 personnes en situation de handicap — mettaient activement en pratique leurs compétences en matière de plaidoyer fondé sur les données pour influencer les discussions sur les politiques et les budgets aux niveaux national et infranational.



« Nous ne saurions trop insister sur le caractère politique et indispensable des données pour transformer des vies en Afrique. Les données aident celles qui sont invisibles à devenir visibles. Elles peuvent attirer l'attention sur des crises que les acteurs puissants préféreraient voir rester cachées ; c'est ce qui empêche les femmes et les filles d'être comptées et, par conséquent, prises en compte. Leurs vies ne pourront jamais changer si elles ne sont pas comptées. Ce qui n'est pas compté ne peut être pris en compte, et ce qui est pris en compte doit compter pour les femmes et les filles ! »

- Memory Kachambwa, directrice exécutive de FEMNET

À la tête de la voix féministe africaine pour Pékin+30

Tout au long de l'année 2024 et jusqu'en 2025, FEMNET a mené l'une des actions de plaidoyer les plus déterminantes de l'histoire de la coalition EM2030 : veiller à ce que les voix des femmes africaines façonnent le processus d'examen de Pékin+30. En partenariat avec l'ONG CSW Africa et ONU Femmes, FEMNET a organisé 13 consultations sous-régionales dans les cinq sous-régions africaines, mobilisant plus de 3 100 participantes : des organisations de défense des droits des femmes, des groupes de jeunes, des ONG internationales, des agences des Nations unies et d'autres partenaires issus de l'ensemble du continent.

Les consultations régionales des OSC africaines dans le cadre de Pékin+30 ont réuni 208 femmes issues d'organisations de défense des droits des femmes et de la société civile, provenant de 41 pays répartis dans les cinq sous-régions d'Afrique, afin d'élaborer une prise de position couvrant six domaines essentiels : le développement inclusif, l'éradication de la pauvreté, la protection contre la violence, la responsabilité institutionnelle, les sociétés pacifiques et la durabilité environnementale. Cette déclaration a été directement intégrée à la position de négociation du Groupe africain lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) en mars 2025, faisant de FEMNET l'un des acteurs de la société civile les plus influents dans le cadre de l'examen «Pékin+30».

FEMNET a ensuite organisé le rassemblement « Africa Disrupt CSW69 » à Gaborone, au Botswana, en partenariat avec Sustain 267, réunissant des dirigeantes, militantes et défenseuses féministes africaines afin de dresser un bilan de la situation réelle des filles et des jeunes femmes africaines trente ans après Pékin. Les plateformes de coalition d'EM2030, ses outils de données et son travail de communication sur Pékin+30, détaillés [dans cet article de blog datant de mars 2025](#), ont renforcé le rôle de premier plan de FEMNET dans ce processus continental.



L'EFFET DE COALITION

Le partenariat EM2030 a doté FEMNET des outils, des plateformes, du financement et de l'infrastructure de coalition nécessaires pour traduire les priorités féministes africaines en une influence politique mesurable à l'échelle continentale et mondiale :

→ **Une base de données factuelles à l'échelle continentale.** L'indice de genre des ODD, les rapports « Bending the Curve », les fiches d'information régionales sur l'Afrique et les infographies thématiques sur la justice économique et l'égalité des genres au travail ont fourni à FEMNET une base de données factuelles crédible et comparable couvrant 46 pays africains. Ces documents ont été diffusés via des sites web, les réseaux sociaux, des listes de diffusion, les médias grand public et des événements hybrides/virtuels, puis intégrés aux processus de l'UA, de l'ARFSD, de la CSW, du HLPF et de la COP.

→ **La DDA à l'échelle continentale.** Le programme de la DDA d'EM2030 et la capacité de mobilisation de FEMNET se sont combinés pour toucher directement 51 défenseurs dans 12 pays africains, puis pour en atteindre 444 autres par le biais de partenaires locaux. Le résultat le plus durable est d'ordre institutionnel : les OSC dirigées par des femmes à travers l'Afrique possèdent désormais la maîtrise des données qui leur permet d'être considérées comme des interlocutrices crédibles auprès des gouvernements et des responsables — et non plus seulement comme des manifestantes.

→ **Soutien régional aux partenaires nationaux d'EM2030.** FEMNET a travaillé directement avec GROOTS Kenya et RSJ Sénégal pour adapter les données de l'Index au contexte local, élaborer des fiches d'information nationales sur le genre et identifier les domaines politiques où les données pourraient influencer les décisions. Ce lien entre le niveau régional et le niveau national est l'un des atouts les plus sous-estimés du partenariat : c'est ce qui permet à un outil mondial de s'imposer lors d'une réunion budgétaire du comté de Kitui ou d'une réunion d'information au sein d'un ministère à Dakar.

→ **Un financement flexible au service d'un leadership adaptatif.** Le modèle de financement flexible du partenariat a permis à FEMNET de s'adapter rapidement lorsque la COVID-19 a frappé — en lançant la plateforme panafricaine des femmes contre la COVID-19, les campagnes #InclusiveLockdown / #DignifiedResponse / #JustRecoveryAfrica, et en poursuivant le renforcement des capacités à distance. Rares sont les relations avec les bailleurs de fonds qui permettent ce type de réorientation en cours de route.

→ **La co-crédation de la gouvernance de la coalition EM2030.** FEMNET a façonné de l'intérieur le nouveau modèle de coalition d'EM2030 — en participant aux consultations à l'échelle de la coalition, aux groupes de travail sur le plaidoyer, la communication et le renforcement des capacités, ainsi qu'à la co-crédation d'un modèle de partenariat antiraciste, féministe et fondé sur des valeurs. Ce partenariat est ce qu'il est en partie parce que FEMNET a contribué à le définir.

→ **Des plateformes mondiales pour le leadership féministe africain.** Grâce à la coalition EM2030, FEMNET s'est assurée une visibilité lors de la CSW66 (Nairobi), du Forum « Génération Égalité » (Mexique et Paris), du HLPF, du Festival mondial d'action pour les ODD, de la COP27 et de la CSW69 — garantissant ainsi que l'analyse féministe africaine accompagne les données, et ne soit pas reléguée au rang de simple note de bas de page.

PERSPECTIVES D'AVENIR

L'indice de genre des ODD 2024 d'Equal Measures a révélé que 91 pays affichent encore des scores « faibles » ou « très faibles » en matière d'autonomie personnelle, de droits individuels et d'absence de discrimination, et que le droit des femmes à débattre ouvertement des questions politiques a reculé à l'échelle mondiale depuis 2015. L'Afrique s'inscrit dans ce tableau, mais c'est aussi là que se déroulent actuellement certaines des initiatives féministes les plus déterminées au monde, et FEMNET en est au cœur.

FEMNET a clairement indiqué à Equal Measures la marche à suivre : approfondir l'utilisation des outils d'Equal Measures ; assurer un accompagnement continu et un apprentissage entre pairs au sein de l'écosystème féministe africain ; et s'impliquer directement dans l'élaboration de l'indice dès les phases de planification, afin que les priorités africaines façonnent le cadre de référence, et pas seulement les conclusions. FEMNET a également l'intention de présenter le prochain indice dans son rapport annuel « État des femmes en Afrique », à l'occasion de l'anniversaire du Protocole de Maputo.



« Nous ne pouvons plus nous contenter d'hypothèses et d'approximations. Les écarts d'inégalités doivent être identifiés, quantifiés et consignés afin que le suivi de la mise en œuvre soit clair et que les décideurs soient tenus de rendre des comptes. »

- Memory Kachambwa, directrice exécutive de FEMNET

Depuis près de quatre décennies, FEMNET est restée fidèle au rêve de ses fondatrices : une structure au service des femmes africaines qui leur permette de rester en lien les unes avec les autres. Le partenariat « Equal Measures » a été l'une des manifestations les plus fructueuses de cette vision au cours des cinq dernières années : il a permis de transformer un outil mondial de données sur l'égalité des genres en un levier d'influence politique à l'échelle continentale et de garantir que les priorités des femmes africaines restent au cœur de Pékin+30 et au-delà.

Pour en savoir plus sur les activités de FEMNET :



femnet.org/



@femnetsecretariat



@FEMNET - African Women's
Development and Communication Network



GROOTS Kenya est l'un des mouvements de femmes de base les plus importants du Kenya : un réseau regroupant plus de 5 000 groupes communautaires et organisations d'entraide dirigés par des femmes, répartis dans 30 comtés.

Fondé en 1995 à la suite de la quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes à Pékin, ce mouvement a vu le jour en réponse à l'exclusion des femmes issues des communautés locales des processus de développement et des instances décisionnelles qui ont une incidence sur leur vie et celle de leurs communautés. GROOTS Kenya fonctionne selon son « modèle des championnes », une approche communautaire dans laquelle les femmes de la base identifient les problèmes, conçoivent des solutions, mettent en œuvre des interventions et suivent les changements au sein de leurs communautés. Ce modèle met en avant les connaissances et le leadership des femmes de la base elles-mêmes, en les reconnaissant comme les actrices les mieux placées pour conduire le développement durable et la transformation sociale.

Depuis trois décennies, le mouvement repose sur une conviction simple : les femmes les plus touchées par les inégalités sont les mieux placées pour mener le changement. Grâce à l'organisation communautaire, à la collecte de données factuelles et au plaidoyer collectif, GROOTS Kenya œuvre pour que la voix des femmes issues des communautés de base soit visible, crédible et influente dans l'élaboration des politiques et des programmes de développement aux niveaux local, national et mondial.

GROOTS a rejoint la coalition Equal Measures 2030 en 2017. Ce qui a commencé par un simple accès à un cadre des ODD crédible à l'échelle mondiale s'est transformé en une véritable évolution de l'identité de GROOTS : de simple consommateur de données, l'organisation est devenue un producteur de données, un organisme de normalisation et un bâtisseur d'infrastructures pour le mouvement, reconnu tant au niveau national qu'international.

5000+

groupes communautaires
dirigés par des femmes dans
30 comtés

821

victimes de violences
sexistes accompagnées par
des défenseurs des données
formés

12

forums de dialogue sur les
données réunissant le
gouvernement, les OSC et
les médias

230

millions d'impressions sur
les réseaux sociaux,
#SDGGenderIndex en 3e
position des tendances

LE PARCOURS

De simples consommateurs de données à véritables producteurs de données

Lorsque GROOTS a rejoint Equal Measures en 2017, l'indice SDG Gender Index lui a fourni un cadre permettant de situer les écarts en matière d'égalité des sexes au Kenya au regard des engagements internationaux en matière de responsabilité. Mais la transformation la plus profonde a concerné l'identité même de GROOTS en matière de données.

GROOTS avait déjà commencé à former des femmes issues des communautés locales à la collecte de données communautaires via des outils mobiles, en menant des enquêtes auprès des ménages sur les droits fonciers, le travail de soins non rémunéré et l'accès à l'énergie propre. Le partenariat avec Equal Measures a permis d'affiner cette approche pour en faire une méthodologie complète de plaidoyer fondée sur les données. Avant Equal Measures, GROOTS était déjà bien organisé, mais utilisait les données de manière réactive. Après avoir rejoint le partenariat, le personnel et les porte-parole ont pu participer aux réunions techniques du gouvernement en tant qu'experts reconnus, et non plus en tant que simples pétitionnaires.

Les résultats ont été concrets. Dans le comté de Kitui, les données communautaires sur les modes de cuisson non propres, qui révélaient que plus des deux tiers des familles recouraient à la méthode des « trois pierres », ont fourni les éléments factuels justifiant un engagement de 800 millions de KSh (environ 7,9 millions de dollars américains) en faveur de l'énergie propre dans le Plan de développement intégré du comté. Les comtés de Kiambu et de Kilifi ont utilisé GROOTSmart, le tableau de bord des données sur l'égalité des genres de GROOTS — un outil en ligne permettant de suivre 11 indicateurs d'égalité des genres du niveau national au niveau du comté — pour élaborer des politiques et des projets de loi en matière d'énergie au niveau du comté. Le comté de Kitui est allé plus loin : il a officiellement demandé à GROOTS de désigner un défenseur des données issues de la base pour participer aux processus de planification du comté.

Dans le comté de Muranga, le plaidoyer fondé sur les données de GROOTS a contribué à un investissement de 1 million de dollars américains par le comté dans une stratégie WASH (eau, assainissement et hygiène) sensible au genre, établissant ainsi un lien direct entre les données issues des communautés et l'allocation budgétaire. Les données générées par les communautés locales ont révélé de graves inégalités entre les genres dans l'enregistrement des ranchs collectifs. Ce plaidoyer a permis l'enregistrement de femmes dans les ranchs communautaires ; deux sur treize ont ainsi respecté la règle constitutionnelle des deux tiers de représentation des femmes, tandis que les ranchs restants ont désigné des femmes pour les prochaines élections à la direction, accélérant ainsi les progrès vers l'adoption de la loi sur les terres communautaires.

La collecte de données sur les violences sexistes est devenue une autre application importante. GROOTS a formé 75 militants de terrain à la collecte, à la visualisation et à l'utilisation des données. Pendant la pandémie de COVID-19, 60 de ces militants formés ont mis leurs compétences en pratique en temps réel : ils ont suivi et réagi aux tendances en matière de violences sexistes, mobilisé les responsables du comté et les médias, et plaidé en faveur d'allocations budgétaires pour les refuges et les services d'aide. Dans les comtés de Kakamega, Tana River et Kiambu, 821 victimes de violences sexistes ont bénéficié d'un soutien grâce à cette combinaison de documentation des données et de plaidoyer direct. Une militante a été sélectionnée pour rejoindre le groupe de travail national sur les violences sexistes — une femme issue de la base, issue de la communauté, qui siège désormais à la table des décideurs politiques nationaux.



« Les données et les preuves nous aident à surmonter les préjugés, car elles fournissent des statistiques. Nous n'avons pas à perdre beaucoup de temps à débattre. Nous pouvons influencer l'allocation des ressources. Je considère les données comme un levier très puissant, et GROOTS entretient une relation très intéressante avec les données, car nous ne sommes pas seulement des consommateurs de données, mais aussi des producteurs de données. »

- Fridah Githuku, ancienne directrice générale de GROOTS Kenya

L'EFFET DE COALITION

L'indice de genre des ODD a permis à GROOTS d'étendre son rayonnement au-delà de ses propres réseaux. Les données de l'indice ont été diffusées auprès des responsables des questions de genre dans l'ensemble des 47 comtés kenyans. GROOTS a organisé 12 forums de dialogue sur les données, réunissant 80 agents des administrations de comté, 80 représentants d'OSC et 80 journalistes, afin d'éclairer l'élaboration de la troisième génération de plans de développement intégrés des comtés. GROOTS a également répondu à plus de 50 demandes directes de données émanant d'agences gouvernementales, d'OSC, de médias, d'entreprises privées et de partenaires de développement. Sur les réseaux sociaux, une campagne menée par GROOTS et s'appuyant sur l'indice de genre des ODD et les données de Women Count a généré 230 millions d'impressions et a propulsé le hashtag #SDGGenderIndex à la troisième place des tendances au Kenya.

GROOTS a également joué le rôle de partenaire national au Kenya pour la première édition 2021 du programme de bourses « Equal Measures and Tableau Foundation Data Journalism Fellowship », dont la première promotion était entièrement composée de participants originaires du Kenya et de l'Inde. Huit journalistes kényans ont collaboré avec le personnel de GROOTS et utilisé ses outils de données pour produire des reportages sur les données de genre destinés à des publics locaux et nationaux, renforçant ainsi la capacité des journalistes à traduire les données collectées au niveau communautaire en obligations de rendre des comptes auprès du public. Ce programme de bourses a créé un nouveau canal permettant aux données de GROOTS d'atteindre les médias kényans, étendant ainsi son influence des réunions techniques gouvernementales aux salles de rédaction.



« La confiance, la portée et la visibilité de l'équipe du projet ont explosé à un point tel que le travail de GROOTS Kenya sur les données est souvent cité, et que son personnel est sollicité pour former et accompagner d'autres OSC et professionnels. Grâce à Equal Measures, GROOTS Kenya a été reconnue par le Bureau national des statistiques du Kenya, ONU Femmes, la Banque mondiale, les médias, les OSC et le secteur privé pour son investissement dans les données sur le genre. »

— Fridah Githuku, ancienne directrice générale de GROOTS Kenya

Cette reconnaissance s'est institutionnalisée. Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) a invité GROOTS à rejoindre le Comité interinstitutionnel sur les statistiques de genre — une reconnaissance officielle du fait que les données générées par les communautés avaient leur place dans l'écosystème statistique officiel du Kenya. GROOTS a contribué à l'indice d'autonomisation des femmes, aux profils de pauvreté par comté, au plan statistique sectoriel sur le genre et aux lignes directrices nationales sur les données générées par les citoyens. L'organisation a participé à la première enquête nationale kenyane sur l'emploi du temps consacrée au travail de soins non rémunéré des femmes. GROOTS a également signé un protocole d'accord avec l'École d'économie appliquée de l'université Kenyatta afin de concevoir conjointement des formations en leadership et en éducation financière destinées aux militants de terrain, intégrant ainsi la méthodologie des données dans l'infrastructure universitaire. La directrice exécutive de GROOTS a été nommée au sein du groupe consultatif de la Banque mondiale sur les données de genre et a été l'une des principales intervenantes lors du Forum des Nations unies sur les données (Berne) et de la convention « Gender Statistics Imperatives in Africa ».

Au cœur de cette infrastructure de données se trouve GROOTSmart — le tableau de bord des données de genre de GROOTS, un outil de visualisation en ligne développé avec le soutien d'Equal Measures. Il couvre 11 indicateurs d'égalité entre les genres, allant de la représentation politique des femmes et des droits fonciers à la planification familiale, l'éducation, l'accès à l'énergie et le travail de soins non rémunéré — en ventilant les données du niveau national au niveau des comtés. Utilisé tant par les militants de terrain que par les décideurs politiques au niveau des comtés, GROOTSmart est l'un des produits institutionnels les plus durables issus de tous les partenariats de la coalition Equal Measures. Le KNBS lui-même a salué ce tableau de bord pour avoir rendu les données plus compréhensibles, reconnaissant ainsi que GROOTS avait résolu un problème que le système statistique national n'avait pas su résoudre.



Investir dans l'infrastructure invisible

→ **Des plateformes mondiales pour faire entendre les voix de la base.** Sa participation à la coalition Equal Measures a permis à GROOTS d'accéder à la COP27, à la CSW, au Forum mondial des données des Nations unies, au Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert et aux espaces Women Deliver, où des femmes de Kitui et de Laikipia se sont adressées directement aux décideurs mondiaux. En collaboration avec FEMNET, GROOTS a contribué à l'appel lancé par l'Africa Major Group en faveur d'une reconnaissance officielle des données générées par les citoyens.

→ **Renforcer la colonne vertébrale du mouvement.** L'un des aspects les plus importants du partenariat entre Equal Measures 2030 et GROOTS a été le soutien apporté à l'infrastructure fondamentale du mouvement — ces systèmes souvent invisibles qui permettent à l'organisation de la base de perdurer dans le temps. Plutôt que de se concentrer uniquement sur les résultats des projets, un financement flexible et fondé sur la confiance a permis à GROOTS de renforcer l'architecture interne qui soutient le plaidoyer, le développement du leadership et l'action collective à travers les générations.



PERSPECTIVES D'AVENIR

GROOTS utilise les données de l'Index pour renforcer son influence au niveau des comtés, militer pour que le travail de soins non rémunéré soit officiellement pris en compte dans le cadre économique du Kenya et faire avancer son plaidoyer en faveur de la justice climatique. Les conclusions de Beijing+30 sont utilisées dans le cadre du plaidoyer au niveau des comtés et au niveau national. Le programme de mentorat forme la prochaine génération de défenseurs. Pour en savoir plus : [Le pouvoir des données générées par les communautés pour faire avancer l'égalité des genres](#)

En savoir plus sur les activités de GROOTS :

 grootskenya.org/  GROOTS Kenya  @grootskenya  GROOTS Kenya

KAPAL Perempuan



L'Institut KAPAL Perempuan est une organisation féministe de la société civile indonésienne qui œuvre en faveur de l'égalité des genres par le biais d'une éducation critique, de l'organisation des femmes au niveau local et d'un plaidoyer fondé sur des données, afin de promouvoir de meilleures politiques et de meilleurs services. KAPAL Perempuan est devenu le partenaire national d'EM2030 en Indonésie en 2019, à un moment où le mariage des enfants, les violences sexistes et les droits des femmes constituaient des préoccupations majeures soulevées par le mouvement des femmes dans les débats nationaux sur le développement.

Depuis le début des années 2000, l'Institut KAPAL Perempuan développe un modèle d'éducation critique destiné aux militantes et met en place des « Écoles des femmes » afin de favoriser le leadership féminin. À l'heure actuelle, plus de 225 « écoles pour femmes » ont été créées dans diverses régions d'Indonésie ; elles servent d'espaces d'apprentissage, de renforcement de la solidarité, de création de réseaux de mouvements de femmes à la base, de point de référence pour la prise en charge des cas et de source de données issues des communautés afin d'étayer le plaidoyer en faveur d'une réforme des politiques et des services.



« Les participantes nous demandaient souvent pourquoi elles devaient se pencher sur des problèmes considérés comme privés et pourquoi elles devaient remettre en question des traditions qu'elles jugeaient normales. Elles se demandaient même si nous ne leur transmettions pas des informations erronées. » — Misi Misiyah, directrice de KAPAL Perempuan

139

villages dotés de
réglementations visant à
prévenir les mariages
d'enfants

250

militants formés au
plaidoyer fondé sur des
données de genre

225+

écoles communautaires
« Sekolah Perempuan »

10

provinces touchées par les
formations au plaidoyer

LE PARCOURS

Du plaidoyer à l'influence stratégique

Avant de s'associer à EM2030, KAPAL Perempuan menait déjà des actions de plaidoyer et de collecte de données sur l'égalité des genres et les droits des femmes, notamment en matière de réforme législative sur le mariage des enfants. Cependant, l'accès aux instances politiques nationales et aux systèmes statistiques restait limité, et il était difficile d'utiliser les données de manière stratégique.

Grâce à son partenariat avec EM2030, KAPAL Perempuan a pu accéder à l'indice de genre des ODD. Cet indice a apporté à KAPAL un élément essentiel : il soutient un plaidoyer fondé sur des données factuelles et traduit le langage politique en termes plus facilement compréhensibles par les organismes de planification et l'Agence centrale des statistiques. KAPAL Perempuan a intégré l'indice dans ses processus de plaidoyer, dans ses propres programmes de formation et dans les supports de formation du gouvernement, notamment dans les directives techniques du programme DRPPA (« Villages adaptés aux femmes et aux enfants ») utilisées au niveau des districts.

Cela a permis à KAPAL Perempuan de passer du statut d'acteur de plaidoyer externe à celui de conseiller de confiance auprès des décideurs politiques. Plutôt que de s'adresser aux ministères uniquement pour formuler des revendications, KAPAL Perempuan s'est engagée en tant que partenaire à part entière, tant sur le plan technique que politique, en contribuant à l'Examen national volontaire 2021 de l'Indonésie, en aidant à élaborer le Plan d'action national pour les ODD et en devenant un conseiller de confiance auprès du ministère de l'Autonomisation des femmes et de la Protection de l'enfance, du ministère de la Planification du développement national (Bappenas) et du Secrétariat des ODD.

L'EFFET DE COALITION



« Le plaidoyer fondé sur les données a toujours été au cœur du travail de KAPAL. Les données sont au cœur de la lutte. Sans données, nous nous retrouvons dans un débat stérile. Mais lorsque nous disposons de données solides sur les questions de genre, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives, nous pouvons les utiliser comme un outil pour pousser le gouvernement à assurer la protection des femmes. »

— Misi Misiyah, Director, KAPAL Perempuan



Le rôle d'EM2030 était d'accompagner plutôt que de dicter. La coalition a fourni des outils, des plateformes et des ressources que KAPAL a su transformer en résultats à l'échelle nationale :

- **La prévention des mariages d'enfants s'est traduite par une législation locale.** KAPAL a mobilisé les décideurs politiques de trois provinces pour garantir la mise en œuvre de la loi indonésienne de 2019 sur le mariage au niveau local, en s'appuyant sur les données issues des outils d'EM2030 et de ses propres recherches. Cela a conduit 139 villages de Lombok-Est à adopter des réglementations visant à prévenir les mariages d'enfants. Une réforme juridique nationale s'est ainsi transformée en une action locale applicable.
- **Renforcement des capacités de plaidoyer dans 10 provinces.** L'indice de genre des ODD, ainsi que le programme de formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) d'EM2030 et d'autres ressources de plaidoyer connexes, ont été adaptés et localisés au contexte indonésien. KAPAL a intégré ces outils à ses propres programmes de formation et aux modules de formation gouvernementaux, tels que les orientations techniques de la DRPPA. Au-delà des connaissances techniques, l'approche DDA a renforcé la capacité des défenseurs à analyser les données, à formuler des arguments politiques et à dialoguer avec les décideurs avec assurance et clarté. En octobre 2025, le programme DDA a permis à plus de 250 défenseurs de droits dans 10 provinces d'acquérir les compétences nécessaires pour utiliser les données dans le cadre de leur engagement politique. Les réseaux d'anciens participants se sont maintenus bien au-delà de la formation : un groupe a notamment documenté l'augmentation des mariages d'enfants pendant la pandémie de COVID-19, en intégrant directement ses conclusions dans son plaidoyer en faveur d'une réponse à la pandémie tenant compte de la dimension de genre.
- **Intégration nationale des données de genre.** À la suite de l'intervention de KAPAL, l'indice de genre des ODD a été utilisé par l'Office national des statistiques indonésien (BPS) dans ses rapports mondiaux sur les ODD. Les programmes de KAPAL ont été cités comme des exemples de bonnes pratiques lors de forums politiques nationaux et internationaux.
- **Reconnaissance mondiale.** Grâce aux plateformes d'EM2030, KAPAL a participé au Civil 20 (C20) lors de la présidence indonésienne du G20 en 2022, en s'appuyant sur l'indice de genre des ODD pour veiller à ce que l'égalité des genres soit une priorité dans les recommandations du C20. Son engagement dans des forums internationaux, notamment la Commission de la condition de la femme (CSW) et la Conférence sur l'aide en Australasie, a renforcé la position de KAPAL auprès du gouvernement indonésien.
- **Financement flexible.** Les subventions de l'EM2030 ont permis de disposer de ressources durables pour le plaidoyer contre le mariage des enfants et les violences sexuelles, y compris pendant la période de perturbations liées à la COVID-19. La collaboration avec d'autres membres de la coalition EM2030 a renforcé les stratégies communes en matière de plaidoyer féministe fondé sur les données.

Pérenniser l'impact face aux crises et aux changements politiques

À partir de 2020, la COVID-19, les catastrophes naturelles et une évolution vers une gouvernance plus conservatrice ont entraîné des perturbations importantes. Alors que de nombreuses organisations de la société civile ont perdu leur accès aux institutions, KAPAL a su le conserver. Le plaidoyer de KAPAL s'appuyant sur des cadres reconnus des ODD et sur des données factuelles, les relations se sont maintenues malgré les changements de direction politique. Lorsque les ministres ont quitté leurs fonctions, les cadres sont restés en place. C'est ce que permet le plaidoyer fondé sur les données : la continuité de l'influence malgré les changements institutionnels.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Alors que l'Indonésie fait face à une résistance croissante à l'égalité des genres, KAPAL s'attache à renforcer la planification et la responsabilisation sensibles au genre au niveau infranational, là où les lacunes de mise en œuvre sont les plus visibles et où la vie des filles est la plus directement influencée.

Les données restent au cœur de cette stratégie : non seulement en tant que preuves, mais aussi comme moyen de maintenir le dialogue avec les institutions de l'État en période d'incertitude. En ancrant son plaidoyer dans des cadres reconnus, KAPAL veille à ce que l'égalité des genres reste intégrée dans les processus de développement, même lorsque les priorités politiques évoluent.



Pour en savoir plus sur les activités de KAPAL :



kapalperempuan.org/



[Kapalperempuan](https://www.instagram.com/Kapalperempuan)



[INSTITUT KAPAL Perempuan](https://www.facebook.com/INSTITUT.KAPAL.Perempuan)

Réseau Siggil Jigéen (RSJ)



Fondé à Dakar en 1995, le Réseau Siggil Jigéen (RSJ) est une coalition de 18 organisations sénégalaises œuvrant en faveur des droits des femmes, de leur participation politique et de la santé sexuelle et reproductive. En wolof, « Siggil » signifie renforcer, réhabiliter, promouvoir et défendre ; « Jigéen » signifie les femmes, et par extension la famille et la société. Depuis trois décennies, le RSJ milite en faveur des réformes juridiques et institutionnelles qui sous-tendent l'égalité des genres au Sénégal — de la loi de 1999 sur la répression des violences faites aux femmes à la loi de 2010 sur la parité, en passant par la réforme en cours du Code de la famille.

En tant que membre de la coalition Equal Measures 2030 (EM2030), RSJ a utilisé l'indice de genre des ODD, le programme de formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) et les plateformes de mobilisation d'EM2030 pour traduire un cadre juridique solide en changements mesurables pour les femmes sénégalaises. Sous la direction de sa directrice générale, Fatou Ndiaye Turpin, RSJ a mis en place un réseau national de défenseurs formés, obtenu des engagements de la part de maires et de ministères, et piloté le lancement national de l'indice de genre des ODD 2024 à Dakar.

30

Ans de plaidoyer
féministe depuis 1995

146

Activistes formés en
plaidoyer basé sur les
données

50K+

Personnes engagées à
travers des campagnes en
ligne

20

Personnes formées en
plaidoyer basé sur les
données siègent au comité
national pour le plaidoyer

LE PARCOURS

D'un cadre juridique solide à l'égalité dans la pratique

Le Sénégal est depuis longtemps considéré comme un leader régional en matière de législation sur les droits des femmes : il a ratifié la CEDAW en 1985, le Protocole de Maputo en 2005, et adopté la loi sur la parité de 2010, qui a permis aux femmes d'occuper plus de 48 % des sièges au Parlement sénégalais. Mais pour RSJ, le véritable défi n'a jamais résidé dans la loi telle qu'elle est écrite, mais dans le fossé qui sépare la loi de la réalité vécue.



« Oui, nous avons des lois, mais le problème réside dans leur application et leur mise en œuvre. Les lois sont importantes, bien sûr, mais elles sont souvent adoptées pour finir ensuite au fond d'un tiroir. Cela n'aide en rien les familles au Sénégal. »

- Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ

Ce constat — un cadre juridique solide miné par une mise en œuvre inégale, des dispositions discriminatoires et une compréhension limitée de la part du public — a façonné la stratégie de RSJ tout au long de ses trois décennies d'action. Le partenariat avec EM2030 a fourni à RSJ un nouvel outil pour mener à bien cette mission : des données rigoureuses, crédibles et adaptables au contexte local, capables de transformer les lacunes de mise en œuvre en objectifs de plaidoyer mesurables.

Entre 2021 et 2024, RSJ a organisé cinq sessions de formation virtuelle au plaidoyer fondé sur les données, qui ont permis de former 146 militants de tout le Sénégal — des membres du réseau de RSJ, des OSC nationales et locales, ainsi que des groupes de jeunes. Grâce à un modèle de « formation des formateurs », les participants ont pu reproduire cette méthodologie dans leurs propres contextes. Plusieurs membres du réseau RSJ qui n'avaient jamais participé à des actions de plaidoyer auparavant ont commencé à approcher les décideurs politiques à l'aide des outils EM2030. En 2022, à la suite du lancement de l'Indice de genre des ODD 2022, 20 anciens participants à ces formations ont constitué un comité national de plaidoyer — un organe permanent qui continue à dispenser des formations au plaidoyer fondé sur les données, à présenter les résultats de l'Indice aux décideurs politiques, à suivre

L'EFFET DE COALITION

Ce partenariat a permis à RSJ de disposer des outils, des plateformes et des ressources qu'elle a mis à profit pour faire évoluer les politiques nationales et susciter des changements au niveau communautaire.

L'indice de genre des ODD a fourni à RSJ une base factuelle crédible à l'échelle mondiale que les décideurs politiques ne pouvaient pas facilement ignorer. En combinant les résultats de l'indice avec les statistiques nationales, RSJ a attiré l'attention sur des problèmes tels que les inégalités d'âge au mariage, le décrochage scolaire au niveau secondaire et les violences basées sur le genre, en les recadrant sous l'angle de la responsabilité. À l'issue d'ateliers organisés avec des législateurs après les élections au Sénégal, les parlementaires se sont engagés à intégrer les données de RSJ dans la planification des politiques.

Le programme de formation de plaidoyer basé sur les données « Data-Driven Advocacy » (DDA) d'EM2030 a formé 196 militants au cours de cinq sessions. L'un des résultats institutionnels les plus durables de ce partenariat a été la création d'un comité national de plaidoyer composé de 20 membres issus de diverses organisations de la société civile.

Ce comité est devenu un organe permanent chargé de dispenser des formations DDA, de présenter les conclusions de l'Index aux décideurs politiques, de suivre les engagements relatifs aux ODD et de mener des actions de sensibilisation au sein des communautés. Plusieurs organisations qui étaient auparavant inactives se sont réengagées dans le plaidoyer national grâce à ce processus de formation.

RSJ a également transposé les données mondiales dans le contexte sénégalais. L'organisation a adapté l'Index sous la forme d'une fiche d'information nationale sénégalaise et a mené des campagnes dans les langues locales, rendant ainsi les données mondiales accessibles aux communautés, aux journalistes et aux responsables locaux. Cette fiche d'information est devenue une ressource essentielle de plaidoyer, partagée avec les OSC, les groupes de jeunes, les journalistes, les ministères concernés et les autorités régionales.

Le soutien apporté par EM2030 a permis à RSJ de tester une approche innovante de financement en faveur de l'égalité des genres via le modèle du « hackathon ». En combinant données factuelles, diagnostic communautaire et financement du secteur privé, ce modèle a contribué à réorienter les débats sur le financement de l'égalité des genres sur l'appropriation locale, la durabilité et la réduction de la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds externes.

Grâce à la coalition EM2030 au sens large, RSJ a élargi sa participation aux espaces de plaidoyer mondiaux.

L'organisation a contribué aux préparatifs de la 67^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW67), a participé à des sessions Twitter Spaces avec des partenaires mondiaux spécialisés dans les données féministes et a co-rédigé des articles de blog qui ont apporté des données concrètes au niveau national aux processus de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), de la CSW et du Forum politique de haut niveau (HLPF). Les relations au sein de la coalition ont également créé des opportunités d'apprentissage interrégional, notamment une première exploration avec GROOTS Kenya sur les tableaux de bord de données communautaires, reliant ainsi deux organisations ancrées dans des approches menées par les communautés.

Un soutien flexible a permis à RSJ d'investir dans l'infrastructure nécessaire à une collaboration continue. Cela a notamment consisté à créer le groupe WhatsApp « Suivi des données au Sénégal », qui continue de mettre en relation les défenseurs et de pérenniser la collaboration au-delà des projets individuels. Ces investissements ont renforcé les relations et les systèmes qui permettent aux efforts de plaidoyer de se poursuivre, de s'adapter et de se développer au fil du temps.



les engagements pris par le Sénégal dans le cadre du Forum Génération Égalité (GEF) et à mener des campagnes à la radio, lors d'ateliers et sur les réseaux sociaux. Un groupe WhatsApp intitulé « Suivi des données au Sénégal » permet au réseau d'anciens participants de partager des données et de coordonner le plaidoyer en temps réel.

RSJ a adapté l'indice de genre des ODD aux langues et aux contextes sénégalais, en élaborant une fiche d'information nationale qui est devenue l'un des outils de plaidoyer les plus largement diffusés du partenariat. Les données de l'indice ont été recoupées avec des ensembles de données nationales afin de mettre en évidence les lacunes urgentes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'énergie propre. Dix émissions de radio ont diffusé les résultats de l'indice auprès des communautés à travers tout le pays. Deux campagnes en ligne sur la violence sexiste et l'égalité des genres, conçues en collaboration avec des jeunes, ont touché entre 50 000 et 100 000 personnes sur Facebook et Twitter.



« Les données sont très importantes, car elles nous permettent de donner de la crédibilité au travail que nous menons. Elles nous aident à cerner les lacunes et renforcent également nos arguments de plaidoyer. Il n'est pas toujours facile de disposer de données sur le genre — d'où l'importance réelle du travail que nous menons pour les mettre en évidence. » - Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ

En octobre 2024, RSJ a organisé à Dakar le lancement national sénégalais de l'Indice d'égalité des genres des ODD 2024, sous le thème « Un avenir égalitaire en temps de crise ». Plus de 200 participants étaient présents : des parlementaires, des maires, des responsables des ministères de la Santé, de la Condition féminine et de la Justice, des dirigeants de la société civile, des journalistes et des jeunes militants. Cet événement a permis de traduire les principales conclusions de l'indice en engagements concrets : des engagements budgétaires en faveur d'une éducation sensible au genre et l'intégration de la dimension de genre dans les plans de développement des collectivités locales.

PRINCIPALES REUSSITES

→ **Le financement de la santé des adolescents par les collectivités locales.** RSJ a organisé plusieurs réunions autour des données avec les maires de Dieuppeul-Derklé et de Pikine Nord, au cours desquelles elle a présenté des éléments factuels mettant en évidence les lacunes en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) chez les adolescents. Les deux maires se sont engagés à allouer des fonds municipaux à des projets menés par les communautés locales portant sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la prévention des grossesses précoces — des projets dont les communautés locales ont désormais la maîtrise et la gestion.

→ **Le secteur privé s'engage dans le financement des actions en faveur de l'égalité entre les genres.** Un hackathon de deux jours a réuni des responsables associatifs, des conseillers municipaux, des jeunes participants et des entreprises privées afin de réaliser un diagnostic communautaire de la santé sexuelle et reproductive des adolescents à l'aide des outils de données de RSJ. Trois entreprises locales — dont aucune n'avait jusqu'alors financé de programmes liés à l'égalité des genres — se sont engagées à apporter un soutien financier aux projets communautaires issus de ce diagnostic.

→ **La Direction de l'égalité entre les femmes et les hommes intègre les données du RSJ dans la planification officielle.** À la suite d'efforts de plaidoyer soutenus et dans le cadre du processus du FEM, la Direction de l'équité et de l'égalité des genres (DEEG) du Sénégal s'est engagée à promouvoir et à utiliser l'indice de genre des ODD ainsi que la fiche d'information nationale RSJ dans le cadre de ses propres activités. RSJ a été invitée à participer à l'élaboration du plan d'action visant à mettre en œuvre les engagements pris par le Sénégal au sein de la Coalition d'action du GEF et dirigera le groupe de travail chargé de le faire avancer.

→ **Groupe de travail multipartite sur les données relatives au genre.** La Direction de la planification de la politique économique du ministère de l'Économie a sollicité la contribution continue de la RSJ au suivi national des ODD. Un groupe de travail multipartite sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les données de genre a été mis en place, réunissant la DEEG, les ministères concernés et les organisations de la société civile autour d'une base factuelle commune.

→ **Engagements pris au niveau ministériel lors du lancement de l'index à Dakar en 2024.** Les ministères chargés des Femmes, de la Santé et de l'Éducation se sont engagés à créer des espaces sûrs dans les écoles, à faire progresser la mise en œuvre de la loi sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, et à renforcer les stratégies de lutte contre la violence sexiste. Des engagements budgétaires ont été obtenus en faveur d'une éducation tenant compte des questions de genre au niveau infranational.

→ **Dialogues sur la réforme du Code de la famille.** RSJ a participé aux débats nationaux sur la révision du Code de la famille sénégalais de 1972, notamment en ce qui concerne l'inégalité de l'âge du mariage (16 ans pour les filles, 18 ans pour les garçons) et les dispositions relatives à l'héritage et à la garde des enfants, qui continuent de désavantager les femmes.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Former la prochaine génération de militantes féministes sénégalaises

L'une des caractéristiques les plus marquantes du travail de RSJ dans le cadre de l'initiative EM2030 a été son investissement soutenu en faveur des jeunes femmes militantes. Les jeunes stagiaires issues des promotions du programme DDA sont passées de la formation à des échanges actifs avec les décideurs politiques tout au long du processus du GEF, en s'appuyant sur des arguments fondés sur des données pour dialoguer avec la Direction de l'égalité des genres du Sénégal, les ministères concernés et les maires locaux. L'analyse des données de l'indice réalisée par RSJ met systématiquement en évidence l'un des écarts les plus marqués en matière d'égalité au Sénégal : la disparition des filles des classes du secondaire. L'adolescence une priorité nationale au Sénégal et est un enjeu majeur partagé par l'État, les mouvements associatifs et les organismes internationaux pour lever les barrières liées au genre et stimuler le développement du pays.

Les grands défis de l'adolescente au Sénégal

Pour que cette priorité devienne réalité, le pays concentre ses efforts sur l'élimination de plusieurs freins structurels :

- **La santé sexuelle et reproductive** : Lutter contre le fort taux de grossesses précoces.
- **Les violences de genre** : Rompre le cycle des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines (MGF).
- **L'éducation et la scolarisation** : Assurer le maintien des filles à l'école au-delà du cycle primaire.
- **L'accès à l'hygiène** : Faciliter la gestion saine de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire.



«Les progrès observés dans l'enseignement primaire s'estompent au niveau secondaire. Les filles entrent dans l'adolescence et sont confrontées aux mutilations génitales féminines, aux mariages forcés et précoces, au manque de moyens d'hygiène menstruelle et à l'absence d'informations sur la santé sexuelle et reproductive. Les politiques mises en place en faveur des femmes ne parviennent pas toujours jusqu'à ces jeunes filles. Il est temps que les jeunes prennent le relais. Les adolescentes doivent faire partie de la masse critique nécessaire pour aider ce pays à se développer. »

- Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ



Le Sénégal a obtenu un score de 55,2 à l'indice de l'égalité des genres des ODD 2022 — se classant 113e sur 144 pays à l'échelle mondiale et 10e sur 36 en Afrique subsaharienne — mais figurait parmi les 10 pays ayant progressé le plus rapidement dans l'ensemble, avec une amélioration de près de 5 points depuis 2015. L'indice 2024 offre désormais une image plus précise : il montre que la parité au parlement coexiste avec des scores très faibles en matière d'égalité au travail, d'accès aux services bancaires et de présence des femmes au sein du gouvernement. RSJ s'appuie sur l'indice 2024 pour plaider en faveur d'investissements axés sur les adolescentes, d'une réforme du Code de la famille et de la numérisation des données ventilées par genre— un écart que Fatou Ndiaye Turpin considère comme le prochain défi à relever.

Le parcours de RSJ — de Pékin en 1995 à Dakar en 2024 — est l'une des démonstrations les plus claires, au sein de la coalition EM2030, de ce que peut accomplir un plaidoyer féministe soutenu et ancré localement lorsqu'il s'appuie sur des données rigoureuses : transformer un cadre juridique solide en changements mesurables dans la vie des femmes. Comme le dit Fatou Ndiaye Turpin, « *nous ne pouvons pas y arriver seules — il faut une stratégie fondée sur une collaboration qui se construit au fil des années* ».

Pour en savoir plus sur les activités de RSJ :



siggiljigeeen.com



Réseau Siggil Jigéen



@siggiljigeeen



Réseau Siggil Jigéen

Ruta Pacífica de las Mujeres

Ruta Pacífica de las Mujeres est l'un des mouvements féministes pour la paix les plus importants de Colombie. Depuis 30 ans, soit toute la durée du conflit armé colombien qui a duré 50 ans, et jusqu'à la fragile période qui a suivi la signature de l'accord de paix, Ruta œuvre pour protéger les droits des femmes, documenter les conséquences de la guerre sur les femmes et exiger que la paix soit construite avec la participation des femmes aux négociations. Elle fonctionne comme un mouvement : plus de 300 organisations de femmes réparties dans 13 départements, unies par un engagement commun en faveur d'une résistance féministe et non violente.

Ruta Pacífica a rejoint Equal Measures 2030 en 2017, peu après la signature de l'accord de paix colombien. Le moment choisi pour ce partenariat est donc tout aussi significatif que le partenariat lui-même. Equal Measures a fourni à Ruta un nouvel outil au moment précis où l'organisation avait besoin de passer du simple témoignage du conflit à la mise en cause du gouvernement quant à la mise en œuvre de ses engagements en matière d'égalité des genres.

400+

de décideurs politiques
directement sensibilisés grâce
aux données de l'indice de
genre des ODD

10

femmes nommées à des
postes au niveau
départemental et municipal

39

plans de développement
municipaux influencés

Un mouvement né dans l'ombre du conflit

Pour les femmes, le conflit armé colombien, qui a duré 50 ans, ne s'est pas achevé avec la signature de l'accord de paix de 2016. Dans des régions comme le Chocó, les groupes armés continuent d'imposer leur contrôle par le biais de l'extorsion, des massacres et des déplacements forcés. Les femmes, en particulier les femmes autochtones et d'ascendance africaine, restent parmi les plus vulnérables. L'existence de Ruta Pacífica a toujours été une réponse à cette réalité.

Ce qui a changé avec l'accord de paix, c'est le terrain de la lutte. Du jour au lendemain, des mécanismes de suivi, des engagements de mise en œuvre et des espaces formels de participation de la société civile ont vu le jour. Mais pour demander des comptes aux gouvernements sur leurs engagements en matière de paix genrée, il faut un autre type de preuves que le simple témoignage de la violence. Il faut des données.



« Grâce au projet Equal Measures 2030, nous avons renforcé nos compétences en matière de plaidoyer fondé sur les données. Cela nous a aidées à comprendre l'importance des données et des preuves pour exiger la responsabilisation en matière de droits des femmes — pour aller au-delà d'une lecture des données uniquement en tant que chiffres et les considérer comme un outil politique. »

- Coordinatrice régionale, Ruta Pacífica, région du Quindío

Ruta Pacífica avait historiquement fondé son action sur des preuves qualitatives : les témoignages de survivantes, la documentation des différentes formes de violence, les voix des femmes issues de communautés touchées par le conflit. Le partenariat Equal Measures n'a pas remplacé cela. Il l'a élargi, en donnant à Ruta Pacífica les outils quantitatifs nécessaires pour replacer les manquements de la Colombie dans un cadre mondial de responsabilité vis-à-vis des ODD, et pour exiger davantage d'un gouvernement qui avait signé des engagements internationaux qu'il ne respectait pas.



LE PARCOURS

Lorsque Ruta Pacífica a rejoint Equal Measures en 2017, la première tâche du partenariat a consisté à développer des compétences en matière de données au sein d'un mouvement décentralisé. Le personnel des 13 bureaux régionaux a suivi une formation à la collecte, à l'analyse et à l'utilisation des données, ancrant ainsi une culture axée sur les données au sein d'une organisation qui s'appuyait auparavant presque exclusivement sur un plaidoyer qualitatif. Ce n'était pas une mince affaire pour un mouvement opérant sur des territoires touchés par le conflit et dotés d'infrastructures limitées.

L'indice de genre des ODD est devenu le principal outil de justification externe de Ruta Pacífica. À partir de 2018, Ruta Pacífica a élaboré une série de rapports infographiques annuels établissant un lien entre la mise en œuvre des engagements en matière d'égalité des genres pris dans le cadre de l'accord de paix et l'ODD n° 5 (égalité entre les genres) et l'ODD n° 16 (paix, justice et institutions efficaces), positionnant ainsi ce plan de consolidation de la paix non pas comme une négociation politique, mais comme un engagement contraignant en matière de développement. Ces rapports ont été directement transmis à environ 300 responsables publics.



« Il est possible d'intégrer les recommandations politiques de l'Indice de genre pour accélérer l'égalité des genres en Colombie, et c'est là que le plaidoyer des organisations de femmes s'appuyant sur des données est indispensable et stratégique. Investir dans des processus impliquant les femmes, adopter des réformes législatives garantissant les droits des femmes, promouvoir le leadership féminin, soutenir le travail des organisations de femmes et élargir leurs espaces de dialogue, entre autres actions, se traduira — comme l'indique l'Indice — par une amélioration des conditions de vie des femmes et de l'ensemble de la communauté. »

- Shima Pardo Bohórquez, ancienne coordinatrice de programme, Ruta Pacífica

L'ampleur de cet engagement a été extraordinaire. Rien qu'en 2020-2021, Ruta Pacífica a participé à environ 470 réunions liées à l'élaboration de plans de développement et a soumis près de 500 propositions fondées sur des données factuelles dans le cadre de l'initiative « ». Son action de plaidoyer a influencé 8 plans de développement départementaux et 39 plans de développement municipaux, intégrant systématiquement les enjeux liés aux femmes dans les processus officiels de planification à une échelle que peu d'organisations de la société civile, où que ce soit dans le monde, ont atteinte.

Equal Measures 2030 a également fourni un soutien technique ciblé, notamment par le biais d'un expert en données basé localement pour aider Ruta Pacífica à s'y retrouver dans le paysage complexe de l'accès aux données en Colombie — y compris les procédures relatives à la liberté d'information qui prenaient parfois six mois, voire plus, pour fournir des données ventilées par sexe sur la violence.

Ruta Pacífica a également participé au programme de bourses de journalisme de données 2023 d'Equal Measures. L'ancienne coordinatrice de programme, Shima Pardo Bohórquez, a mené des recherches sur la consolidation de la paix au sein des organisations membres de Ruta, en analysant les facteurs à l'origine de leur succès et leur contribution aux ODD. Pour en savoir plus : [Boursiers en journalisme de données d'Equal Measures 2023](#)



L'EFFET DE COALITION

La contribution d'Equal Measures 2030 à Ruta Pacífica a été à la fois technique et structurelle. Comme l'a souligné Cecilia García, responsable régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes chez Equal Measures 2030 : « Notre partenariat avec Ruta Pacífica et notre impact sur le travail qu'elle mène autour de la mise en œuvre de l'accord de paix illustrent un modèle de collaboration avec un mouvement de femmes large et diversifié, plutôt qu'avec une OSC traditionnelle au niveau national.

→ **L'indice de genre des ODD a fourni à Ruta Pacífica un cadre crédible à l'échelle mondiale et reconnu internationalement pour relier l'accord de paix colombien aux engagements mondiaux en matière de développement** — positionnant l'égalité des genres non pas comme une revendication idéologique, mais comme une obligation mesurable à laquelle la Colombie avait souscrit. Les formations sur l'approche fondée sur les données (DDA) dispensées dans l'ensemble des 13 bureaux régionaux ont permis d'ancrer les compétences en matière de données au sein du mouvement, permettant ainsi à Ruta Pacífica de passer d'un plaidoyer fondé sur des récits à une argumentation politique fondée sur des données factuelles à tous les niveaux, du village au gouvernement national. Un soutien technique local dédié, comprenant notamment un expert en données basé sur place, a aidé Ruta Pacífica à s'y retrouver dans le paysage complexe de l'accès aux données en Colombie et à développer des outils adaptés à ses contextes territoriaux et ethniques spécifiques.

→ **Les budgets consacrés aux droits des femmes ont doublé.** Le plaidoyer fondé sur les données mené par Ruta Pacífica à Medellín et dans le département d'Antioquia a abouti à certaines des avancées financières les plus concrètes du portefeuille « Equal Measures ». Le budget du Secrétariat aux femmes de Medellín est passé de 52 milliards à près de 99 milliards de pesos. En Antioquia, le budget du Secrétariat aux femmes a doublé chaque année. À Quibdó, Ruta Pacífica a mené avec succès une campagne pour faire passer le budget du Secrétariat aux femmes de 52 milliards à 98 milliards de pesos sur quatre ans. Il s'agit là d'exemples rares et tangibles d'un plaidoyer féministe fondé sur les données qui a entraîné de réels changements financiers.

→ **Co-architecte du Plan d'action national colombien pour la résolution 1325.** En collaboration avec 13 organisations nationales de femmes au sein de l'Alliance 1325, Ruta Pacífica a joué un rôle central dans l'élaboration du premier Plan d'action national colombien relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, en veillant à ce que ce plan comprenne des budgets spécifiques, des responsabilités claires et quatre piliers pleinement ancrés dans les réalités vécues par les femmes dans les régions touchées par les conflits.

→ **Le suivi de l'accord de paix influence les institutions nationales.** Les rapports annuels de suivi de Ruta Pacífica sur les engagements de l'accord de paix en matière d'égalité des genres ont été utilisés par la Commission de la vérité, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) et l'Unité de mise en œuvre de l'accord de paix, qui ont publiquement salué les contributions de Ruta Pacífica. La coordinatrice nationale de Ruta Pacífica a été nommée au comité de suivi post-rapport de la Commission de la vérité.

→ **39 plans de développement municipaux façonnés par les priorités des femmes.** Sur l'ensemble de ses territoires, Ruta Pacífica a soumis des propositions fondées sur des données aux processus de planification locaux et départementaux, influençant ainsi 39 plans de développement municipaux et 8 plans de développement départementaux. À Turbaco, toutes les recommandations de Ruta Pacífica — portant sur la création de revenu, les services liés à la violence sexiste, la consolidation de la paix et les droits des femmes touchées par le conflit — ont été intégrées. À Candelaria, l'analyse de Ruta Pacífica a conduit à la création de la toute première politique publique sur les femmes et le genre, avec des ressources allouées à sa mise en œuvre.

→ **Dix femmes ont été nommées à des postes à responsabilité.** La formation DDA s'est traduite directement par une participation politique. Au moins dix femmes formées dans le cadre du partenariat « Equal Measures » ont été nommées à des postes départementaux ou municipaux. Dans le Cauca, trois jeunes femmes autochtones ont rejoint le conseil municipal de la jeunesse grâce à une analyse fondée sur des données. Des femmes ont accédé à des fonctions de maires, de conseillères municipales, de membres d'assemblée et de conseillères en matière de politique de genre. Les outils de responsabilisation fondée sur les données ont ainsi été intégrés dans les instances officielles de prise de décision.



→ **Le Plan national de développement de la Colombie façonné par le plaidoyer de Ruta Pacífica.** Grâce au processus de participation citoyenne « Dialogues contraignants » mis en place par le gouvernement, Ruta Pacífica a influencé l'inclusion de mesures visant à réduire les inégalités entre les genres et à lutter contre la discrimination dans le Plan national de développement de la Colombie — l'un des instruments politiques les plus importants du pays.

→ **L'Observatoire de la violence.** Alison Holder, directrice exécutive d'Equal Measures 2030, a fait remarquer que la création par Ruta Pacífica de son propre observatoire sur la violence à l'égard des femmes n'aurait peut-être pas pris cette forme sans les bases méthodologiques en matière de données fournies par le partenariat Equal Measures. Un exemple illustrant comment l'investissement dans le DDA renforce les capacités institutionnelles bien au-delà d'un simple projet.

Quand 1 800 femmes entrent dans une zone de conflit

Le 8 mars 2024, 1 800 femmes ont défilé à Istmina, dans le Chocó, l'une des régions colombiennes les plus touchées par le conflit, où des groupes armés continuent d'imposer leur contrôle par la violence et les déplacements forcés. Ces femmes venaient du Putumayo, du Cauca, de la Vallée du Cauca et de l'Eje Cafetero ; certaines avaient entamé leur périple dès le 5 mars. Elles se sont rassemblées dans un territoire qui connaît rarement des mobilisations féministes de cette ampleur, organisées dans le cadre de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Lire le récit complet : « [Women on the move : mobilisations féministes pour la paix en Colombie](#) »

Ruta Pacífica suit la mise en œuvre de l'accord de paix de 2016 à l'aide de données portant sur les 130 mesures liées au genre qui y sont intégrées. Les conclusions sont sans appel : seuls 14 % de ces engagements ont progressé en faveur des femmes. Comme [l'explique Marina Gallego Zapata](#) : « La Ruta suit, à l'aide de données, les 130 mesures relatives aux droits des femmes et à l'égalité des genres incluses dans l'accord de paix. Seuls 14 % ont progressé en faveur des femmes. »

Pour garantir la responsabilisation, Ruta Pacífica gère l'Observatoire « Mujeres Enrutadas » sur la surveillance des violences à l'égard des femmes et des filles, qui recense les violences faites aux femmes et en particulier les féminicides. En combinant données et plaidoyer, l'organisation veille à ce que la mise en œuvre de la paix n'efface pas les droits des femmes des priorités nationales. « Ce sont des moyens de mettre ces questions à l'ordre du jour tout en influençant l'élaboration de politiques appropriées », note Marina.

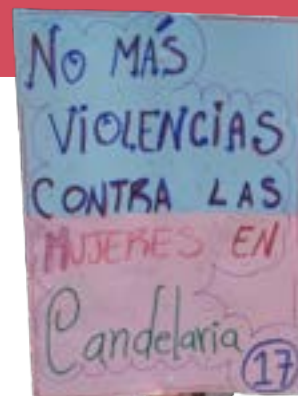
Toutes les mobilisations de Ruta Pacífica nécessitent au moins un an de préparation, notamment le dialogue avec les institutions locales et la coordination avec les instances régionales et nationales afin de garantir la sécurité et la visibilité des participantes. La marche du Chocó n'était pas une manifestation de protestation. Il s'agissait d'une prise de position politique, d'une stratégie de protection et d'une revendication étayée par des données : que les promesses faites aux femmes dans l'Accord de paix soient tenues.



« Pour la vie, la sécurité et les droits des femmes, nous continuerons à marcher et à exiger que ces droits puissent être librement exercés par toutes, pour elles, pour nous et pour les autres — nous continuerons à marcher. »

- Militante, mobilisation de Ruta Pacífica, Istmina, 8 mars 2024

C'est là l'effet de la coalition qui va au-delà du simple soutien technique. La visibilité internationale d'Equal Measures 2030 et la solidarité qu'elle incarne font désormais partie intégrante de la manière dont Ruta Pacífica présente son travail. Comme l'a souligné Cecilia García : les membres de la coalition ont confié qu'ils se sentaient soutenus et « en quelque sorte protégés » lorsque Equal Measures mettait en avant leur travail. Pour un mouvement qui s'aventure dans des zones de conflit, cette protection n'est pas une simple métaphore.



PERSPECTIVES D'AVENIR

À l'avenir, Ruta Pacífica s'attachera à consolider les acquis institutionnels obtenus grâce au processus de l'Accord de paix, tout en continuant à renforcer la participation politique des femmes et la responsabilité budgétaire aux niveaux municipal et départemental. Le lancement en 2024 de l'indice de genre des ODD à Medellín, co-dirigé par Ruta aux côtés d'Equal Measures et du CLADEM (Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes), marque un approfondissement du modèle de coalition régionale.

Ruta Pacífica continue de codiriger les activités régionales d'Equal Measures en Amérique latine aux côtés de l'ASOGEN et du CLADEM, notamment en participant à la Conférence régionale de la CEPALC sur les femmes et à des ateliers conjoints sur la Déclaration et l'Agenda de Doha (DDA) au Mexique, en Colombie et au Guatemala.

Dans un pays où les promesses de l'accord de paix ne sont que partiellement tenues, et où les femmes vivant dans les territoires touchés par le conflit continuent d'être confrontées à la violence sans bénéficier de protections suffisantes, le modèle de Ruta Pacífica — renforcement du mouvement féministe, responsabilisation fondée sur les données et présence constante dans les lieux où se prennent les décisions — est l'un des exemples les plus éloquents de ce que peut accomplir une organisation féministe durable.



« Je pense que c'est l'un des partenariats les plus enrichissants que j'ai connus. Ce qui m'a frappé, c'est la beauté conceptuelle de l'association de l'autonomisation des candidates et des données — des données capables d'alimenter leurs campagnes, leurs promesses et les enjeux qu'elles souhaitent aborder. C'est un effet multiplicateur que l'on ne trouve pas facilement. »

- Albert Motivans, responsable des données et des analyses, Equal Measures 2030



Pour en savoir plus sur le travail de Ruta Pacífica :



rutapacifica.org.co/



Ruta Pacífica De Las Mujeres



@rutapacificam

SAHAJ est une organisation de la société civile basée à Vadodara, dans l'État du Gujarat, qui œuvre depuis près de quatre décennies à la promotion de la santé, des droits et de l'égalité des femmes en Inde. Son approche repose sur des données factuelles : collecter des données au niveau communautaire, les transformer en actions de plaidoyer, renforcer les systèmes et faciliter les dialogues politiques sur les questions liées à la réalisation des Objectifs de développement durable.

En 2017, SAHAJ est devenue le partenaire indien d'Equal Measures 2030 (EM2030), comptant parmi les tout premiers partenaires nationaux. Ce partenariat a permis de relier l'expertise de SAHAJ en matière d'équité en santé à un cadre mondial des ODD et à une méthodologie de plaidoyer fondée sur les données, permettant ainsi à l'organisation d'aller au-delà du secteur de la santé et de s'attaquer à des questions plus larges d'égalité des genres dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la participation politique, de l'autonomisation économique et de la réforme des politiques.

33k

de consultations de contenus de formation destinés aux fonctionnaires et axés sur les ODD

129+

défenseurs de l'égalité des genres formés à la méthodologie de plaidoyer fondée sur les données

6

Des femmes élues ont suivi une formation dans cinq États

Méthodologie EM2030 approuvée pour le cadre national indien de mesure de l'égalité des genres et l'indice de genre des ODD intégré dans les notes d'orientation

Renforcer la responsabilisation à la base

Le principe fondateur de SAHAJ est simple mais radical : les personnes marginalisées ne sont pas des bénéficiaires ; ce sont des titulaires de droits. Une femme qui sait qu'elle a droit à des soins prénataux complets, et pas seulement à un comprimé de fer et à une promesse, devient une force puissante en faveur de la responsabilisation sociale. Une communauté qui sait ce à quoi elle a droit, et ce qu'elle doit faire lorsqu'elle ne l'obtient pas, est bien plus difficile à ignorer.



« Notre partenariat avec Equal Measures a renforcé notre capacité à fonder notre plaidoyer sur des données solides. À travers notre travail sur le genre et les ODD, nous avons cherché à mettre en avant les expériences vécues par les groupes marginalisés, en transformant leurs défis quotidiens en preuves exploitables pour un changement systémique. » - Nilangi Sardeshpande, responsable de projet, SAHAJ

This philosophy is rooted in SAHAJ's pioneering work on social accountability for maternal health. Long before the SDG era, SAHAJ was doing what Equal Measures calls data-driven advocacy: turning lived realities into evidence, and evidence into pressure for change.



TÉMOIGNAGE DE RUMI BORGOHAIN,

RESPONSABLE DE PROGRAMME, SEDO (ORGANISATION DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE), DHEMAJI, ASSAM

En 2019, j'ai eu l'occasion de participer à une formation sur la santé maternelle organisée par SAHAJ. Cette formation a marqué un tournant dans mon parcours professionnel. Elle m'a donné envie de travailler dans le domaine de la santé communautaire, et peu après, j'ai eu l'opportunité de collaborer avec SAHAJ dans le district de Dhemaji.

De 2019 à 2026, j'ai suivi de nombreuses formations dispensées par SAHAJ sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR). Grâce à ces formations, j'ai acquis des connaissances précieuses sur les systèmes reproducteurs masculin et féminin, les règles et la gestion de l'hygiène menstruelle, la contraception, l'avortement, la santé maternelle, la nutrition, la croissance et le développement des adolescents, ainsi que sur le rôle des VHSNC dans le renforcement des systèmes de santé villageois. Il s'agit de sujets importants mais sensibles, et j'ai réalisé qu'ils faisaient l'objet de très peu de discussions et de sensibilisation dans nos villages.

J'ai commencé mon parcours en travaillant avec les communautés de cinq villages de Dakhin Dhemaji. Aujourd'hui, j'interviens dans onze villages des régions de Dakhin Dhemaji et de Shubahi. Ce parcours m'a permis de m'épanouir non seulement sur le plan professionnel, mais aussi sur le plan personnel. Les connaissances acquises auprès de SAHAJ m'ont été d'un grand soutien pendant ma propre grossesse et la période post-partum, et je suis désormais en mesure de partager ces mêmes connaissances avec les communautés.

Aujourd'hui, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) constituent l'un de mes principaux atouts dans ma vie professionnelle. En 2025, j'ai été reconnue comme personne-ressource au Centre de ressources du Panchayat du district de Dhemaji (DPRC), où je contribue désormais à des programmes de renforcement des capacités destinés aux femmes leaders. Le responsable du DPRC a reconnu mes compétences et m'a confié l'animation de sessions sur la santé reproductive dans le cadre de programmes de formation. Cette reconnaissance m'a apporté une grande confiance et une forte motivation.



Lorsque SAHAJ a rejoint Equal Measures en 2017, l'intérêt, comme le décrit Nilangi, résidait dans la mise en relation de son expertise en matière de santé et d'égalité entre les genres avec des cadres mondiaux tels que les ODD, en plaçant les données au cœur de cette démarche. Avant ce partenariat, le travail de SAHAJ portait principalement sur des données axées sur la santé et des analyses qualitatives. La collaboration avec Equal Measures leur a permis de s'ouvrir à de nouveaux horizons : aborder la santé sous l'angle de l'éducation, de la participation politique, de l'inclusion économique et de l'ensemble des enjeux liés à l'égalité des genres suivis par l'indice de genre des ODD.

THE JOURNEY

Le parcours de SAHAJ aux côtés d'Equal Measures a été marqué par l'expansion. Ce qui a commencé par un renforcement des capacités des militants de terrain au Gujarat et en Assam s'est transformé en un engagement auprès des décideurs politiques nationaux, des universités, des fonctionnaires et des plateformes régionales et mondiales.

L'une des premières évolutions majeures a été l'élaboration de rapports d'évaluation de l'indice de genre des ODD au niveau des États pour l'Assam, le Gujarat, le Madhya Pradesh et le Pendjab. Il s'agissait de traduire les données mondiales en informations détaillées et pertinentes au niveau local, que SAHAJ pouvait utiliser pour influencer les décideurs politiques aux niveaux des États et des collectivités territoriales. Parallèlement, SAHAJ a élaboré un manuel de formation sur les ODD destiné aux acteurs de terrain afin de transposer le cadre mondial au niveau communautaire, et a renforcé les compétences en matière de DDA auprès de 129 défenseurs locaux et organisations partenaires.

La formation à l'analyse des données a produit des résultats mesurables qui ont perduré au-delà des ateliers. Une organisation partenaire LGBTIQ, la Fondation Forum, a mis à profit cette formation pour mener, pendant les confinements liés à la COVID-19, des enquêtes sur les personnes transgenres et a réussi à convaincre les autorités de district d'autoriser des formes alternatives d'identification pour l'accès aux kits de rations alimentaires. Un participant au programme SARTHI a utilisé ses nouvelles compétences en matière de données pour mettre en évidence l'exclusion des adolescents dalits et migrants des programmes nationaux de santé sexuelle et reproductive, et a plaidé avec succès en faveur de leur inclusion.



« Les gens se méfient parfois des chiffres et des mathématiques, mais les ateliers ont aidé les participants à dépasser cette réticence et à affiner leur plaidoyer en s'appuyant sur des preuves tangibles » - Nilangi Sardeshpande, responsable de projet, SAHAJ

SAHAJ s'est également fortement investi dans ce qu'Equal Measures 2030 décrit comme « la socialisation et la localisation des ODD », en intégrant des cadres d'égalité des genres dans les espaces qui façonnent la prochaine génération de décideurs. Une académie chargée de former et d'évaluer les fonctionnaires en Inde a produit du contenu pédagogique à l'aide de l'indice de genre des ODD afin d'enseigner aux futurs fonctionnaires les ODD et l'égalité des genres. Ce contenu a été visionné plus de 33 000 fois. SAHAJ a également co-développé, en collaboration avec le Feminist Policy Collective, un cours en ligne à suivre à son propre rythme sur les ODD et l'égalité des genres.

En 2023, SAHAJ a rédigé un chapitre universitaire, « [À quelle distance sommes-nous de la réalisation de l'égalité des genres dans le cadre des ODD ?](#) », publié dans l'ouvrage *Transforming Unequal Gender Relations in India and Beyond*. Ce chapitre s'appuie directement sur les données de l'indice de genre des ODD, plaçant les performances de l'Inde en matière d'égalité des genres dans un cadre comparatif mondial. Il a été présenté lors de la Conférence sur la population de l'Asie-Pacifique et du Bodoland International Knowledge Fest, dans l'Assam, en 2023.



NITI AAYOG: UN PLAIDOYER QUI OUVRE DES PORTES

Un épisode marquant et instructif du parcours de SAHAJ aux côtés d'Equal Measures a été sa collaboration avec [NITI Aayog](#), le principal groupe de réflexion indien sur les politiques publiques, chargé du suivi et de la mise en œuvre des ODD.

SAHAJ a été reconnue comme experte en données de genre et invitée à participer à l'élaboration d'un indice national de genre pour l'Inde, en apportant une contribution technique sur les indicateurs et la méthodologie, en s'appuyant sur l'indice de genre des ODD d'Equal Measures. La méthodologie d'Equal Measures a été approuvée pour être intégrée au cadre national de suivi de l'Inde.

Un résultat institutionnel significatif. SAHAJ a également contribué aux processus d'examen national volontaire en tant que membre actif du Feminist Policy Collective.



L'EFFET DE COALITION

Le rôle d'Equal Measures 2030 a consisté à relier la profonde expertise locale de SAHAJ à un cadre mondial et à une base de données factuelles qui ouvrent des portes jusqu'alors fermées. Comme l'a souligné Aarushi Khanna, responsable régionale Asie-Pacifique d'Equal Measures 2030 : « Ils se sont véritablement approprié l'outil. Ils évoquent l'indice dans tous les espaces de concertation auxquels ils participent — et ils vont plus loin, en effectuant eux-mêmes des analyses supplémentaires pour étayer les messages fondés sur les données issues de l'indice et apporter des nuances et du contexte. »



- **Cadre national de mesure de l'égalité des genres.** La collaboration technique de SAHAJ avec l'IWWAGE et le NITI Aayog a abouti à l'approbation de l'intégration de la méthodologie d'Equal Measures dans le cadre national indien de suivi des ODD en matière d'égalité des genres — une avancée significative vers l'institutionnalisation des données sur l'égalité des genres dans la politique nationale.
- **Plus de 33 000 vues pour les contenus de formation des fonctionnaires sur les ODD.** À l'aide des ressources de SAHAJ, une grande académie de formation destinée aux futurs fonctionnaires indiens a produit des contenus pédagogiques sur les ODD et l'égalité des genres. Ces contenus ont été visionnés plus de 33 000 fois, ancrant ainsi les principes d'égalité des genres dans l'esprit de la prochaine génération d'administrateurs publics indiens.
- **Cours en ligne sur le genre et les ODD.** SAHAJ a co-développé un cours crédité sur les ODD et l'égalité des genres avec le Feminist Policy Collective, en s'appuyant sur l'Index comme outil central. Le cadre des ODD est désormais intégré dans les programmes universitaires destinés aux futurs chercheurs, décideurs politiques et défenseurs des droits.
- **Succès des actions de plaidoyer sur le terrain grâce à la formation DDA.** Plus de 129 défenseurs formés au plaidoyer fondé sur les données ont utilisé leurs compétences pour obtenir des résultats concrets : les membres de la communauté transgenre ont obtenu l'accès à des rations alimentaires pendant le confinement ; des adolescents dalits et migrants ont obtenu leur inclusion dans le programme national de santé ; le suivi sanitaire au niveau des villages a été renforcé à l'aide d'indicateurs fondés sur les ODD.
- **Formation des femmes élues dans un État.** SAHAJ forme actuellement des femmes élues (EWR) — des femmes qui occupent des sièges réservés au sein des instances de gouvernance au niveau des villages mais qui ont historiquement été mises à l'écart par leurs proches masculins — aux cadres des ODD et aux données sur l'égalité des genres. L'objectif est de renforcer leur autonomie afin qu'elles puissent prendre des décisions concrètes concernant les budgets, les services et les priorités communautaires.
- **Consultations prébudgétaires influençant le plaidoyer sur le budget de l'Union.** SAHAJ a fourni des données sur les lacunes des programmes de contraception au Feminist Policy Collective dans le cadre de son plaidoyer sur le budget de l'Union 2021–22 pour l'Inde, ce qui a suscité un engagement de suivi de la part du ministère du Développement des femmes et des enfants sur le financement sensible au genre.
- **Plaidoyer et visibilité à l'échelle mondiale.** La plateforme régionale d'Equal Measures 2030 a permis à SAHAJ de s'associer aux processus de la région Asie-Pacifique, notamment l'ICPD30, le Forum Asie-Pacifique sur le développement durable et les engagements C20/G20, amplifiant ainsi la portée des enseignements tirés de l'Inde au sein de coalitions féministes plus larges. Dialogue continu avec l'OMS : SAHAJ a engagé une série de discussions régulières avec le directeur général de l'OMS sur les relations entre la société civile, les données de genre et l'élaboration des politiques de santé.
- **Financement flexible.** Les subventions accordées par Equal Measures ont assuré un financement durable pour le travail de plaidoyer de SAHAJ, notamment pendant les graves perturbations liées à la COVID-19 et les contraintes liées à l'agrément FCRA.
- **La représentante de SAHAJ, le Dr Nilangi Sardeshpande, siège au groupe de pilotage d'Equal Measures 2030,** contribuant à la gouvernance de la coalition et participant à l'élaboration du programme d'études commun de la DDA ainsi qu'à la communauté de pratique.

S'adapter lorsque le plaidoyer traditionnel devient impossible

SAHAJ a adapté ses approches de plaidoyer en approfondissant l'organisation ancrée dans la communauté, en renforçant la production de données factuelles et en développant le recours au plaidoyer fondé sur les données. L'organisation a travaillé en collaboration avec le monde universitaire et les institutions, en intégrant les cadres de l'égalité des genres et des ODD dans les programmes universitaires, la formation des fonctionnaires débutants et l'éducation des agents de l'État. La logique est à long terme : façonner la réflexion des décideurs avant qu'ils n'accèdent à des postes de pouvoir.

Pendant la pandémie de COVID-19, SAHAJ a mobilisé 23 000 dollars américains pour l'aide d'urgence, distribué plus de 1 000 kits alimentaires à des ménages vulnérables — y compris des membres de la communauté LGBTQI — et fourni plus de 500 kits d'hygiène aux travailleurs communautaires de première ligne. La présence de l'organisation sur le terrain et ses partenariats étroits avec les réseaux communautaires ont rendu cela possible alors que les systèmes gouvernementaux peinaient à atteindre les populations les plus marginalisées.



PERSPECTIVES D'AVENIR

Le travail de SAHAJ se concentre de plus en plus sur ce qu'Equal Measures appelle la « granularité infranationale », qui consiste à décliner l'indice de genre des ODD du niveau national vers les États, les districts et les communautés où se prennent les décisions de gouvernance. Son travail auprès des femmes élues en est l'expression la plus claire : il vise à combler le fossé entre les femmes qui détiennent officiellement le pouvoir et celles qui peuvent l'exercer.

SAHAJ étend également son travail qualitatif sur les femmes du secteur informel et non organisé en Inde, en produisant des récits contextualisés qui complètent les données de l'indice et donnent tout leur sens aux chiffres. Lisez « Equal Measures 2030s » ; article de blog sur l'égalité des genres et le G20, co-rédigé par SAHAJ : [Comment l'agenda du G20 peut-il contribuer à faire progresser l'égalité des genres ?](#)

Dans un contexte politique où le militantisme féministe subit une pression constante, le modèle de SAHAJ — qui consiste à intégrer les données de genre au sein des institutions, à renforcer la responsabilisation à la base et à cultiver patiemment des espaces de changement — illustre parfaitement ce que signifie mener ce travail sur le long terme.



« Nous devons nous investir davantage, aller plus loin et former une jeune génération créative qui, enfin, balayera ces obstacles » - Nilangi Sardeshpande, responsable de projet, SAHAJ

Pour en savoir plus sur les activités de SAHAJ :



sahaj.org.in/



Sahaj Vadodara



@Sahaj.Vadodara